



**HAL**  
open science

# La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?

Pierre Janin, Quentin Chapus

## ► To cite this version:

Pierre Janin, Quentin Chapus. La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?. 2023. ird-04211588

**HAL Id: ird-04211588**

**<https://ird.hal.science/ird-04211588v1>**

Preprint submitted on 19 Sep 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Working Paper  
2023 • 1



Développement et Sociétés

# La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?

Pierre Janin et Quentin Chapus

# **La résilience pour la sécurité alimentaire en pratique au Burkina Faso : ambition transformatrice ou simple reconduction des projets ?**

Pierre Janin et Quentin Chapus

## **Résumé**

La résilience occupe, depuis le milieu de la décennie passée, une place importante dans les cadres d'analyse et d'intervention des acteurs de l'aide et du développement. Centrée sur la notion de capacité et d'agencéité, elle est souvent considérée dans la littérature académique comme un schème mobilisateur, du fait de ses dimensions intégrative et transformatrice. Nous choisissons, dans cet article, d'aborder la notion par ses déclinaisons empiriques, en analysant le sens et la forme qui lui est donnée par les différents acteurs du développement. Le Burkina Faso, qui traverse plusieurs crises intriquées, est un cas d'étude qui nous semble particulièrement pertinent : les projets orientés "résilience" s'y sont multipliés ces dernières années, à l'entrecroisement de logiques d'interventions plurielles, portées par des acteurs, eux-mêmes, pluriels. Pour analyser les contours qu'a pris la "résilience" dans ce contexte en développement, nous avons recensé et codé l'intégralité des projets/programmes ayant été menés en son nom depuis 2013. Nous analysons ce matériau, complété par des entretiens réalisés avec des ONG et des acteurs de la coopération, en mobilisant les outils de la théorie des graphes : chaque projet recensé est vu comme porteur d'une ou plusieurs approches, dont nous essayons de saisir les interrelations. Nous montrons que plusieurs « réseaux de sens » se dessinent autour de la résilience, sans pour autant émerger en paradigmes faisant consensus. A partir de l'analyse de réseaux, nous expliquons cette non-émergence par un phénomène de convergence vers le centre (une définition englobante brouillant les frontières entre les approches) et de fragmentation à la marge (des définitions spécifiques tendant à réifier et à isoler les approches).

## **Mots-clefs**

Résilience, sécurité alimentaire, Burkina Faso, projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## **Contributions**

Pierre Janin a conçu la recherche, pensé le dispositif de collecte des données et construit la base de données. Il a effectué la recherche et la collecte des données, leur analyse formelle, la rédaction originale et la relecture. Quentin Chapus a contribué à l'analyse formelle des données via, entre autres, l'analyse graphique de réseaux. Il a également révisé et complété la version originale.

## **Déclarations**

Ce texte original est la version française intégrale d'une étude menée entre 2017 et 2020 au Burkina Faso avec l'appui de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Des entretiens réalisés antérieurement (2015) ont été mobilisés en complément, dès lors qu'ils s'inscrivaient dans une analyse de la mise en œuvre/en pratique de la résilience par des acteurs de l'aide et du développement, tant internationaux que nationaux. Ce texte a fait l'objet d'une version raccourcie en anglais.

## Introduction

Depuis 2005, l'Afrique de l'Ouest a connu plusieurs épisodes de crise alimentaire et nutritionnelle, dont l'incertitude d'accès à des aliments variés et, son corollaire, la persistance de taux élevés de malnutrition chronique en constituent les manifestations les plus évidentes. Multifactorielles par nature, ces crises associent des éléments d'ordre structurel et conjoncturel. Parmi les registres explicatifs mobilisés, ceux d'ordre agro-climatique (aridité) et socio-économique (pauvreté) prédominent encore largement, devant ceux relevant d'un registre plus politique et systémique (gouvernance).

Mieux, la part « sécuritaire » des crises alimentaires y apparaissait comme mineure, voire négligée, dans ce vaste territoire sahélo-soudanien, longtemps épargné par les conflits, en dehors de certaines zones spécifiques d'irréductibilité (Sahara par exemple). Quant aux phénomènes de basse intensité (vol et rançonnement,...), liés à des effets d'aubaine (pannes de transport, rassemblement sur les marchés ou les foires à bétail, barrages routiers,...), ils pouvaient, certes, émailler la vie quotidienne mais n'exerçaient qu'une influence marginale sur le niveau de sécurité alimentaire des populations rurales. Progressivement, avec la montée de la violence sociétale et armée, la relation entre insécurité alimentaire et conflits y est devenue plus étroite. Elle rejoint un ensemble de *scenarii* d'évolution faisant de de l'aggravation de la variabilité (climatique et financière), comme de la fragilité des États, un terreau fertile pour les conflictualités (Eakin and *al.* 2010 ; Schubert and *al.*, 2008 : 97-98). Cet accroissement de l'insécurité globale vient directement questionner les paradigmes et les approches en matière de soutenabilité de l'aide et de développement, notamment les projets orientés vers le « renforcement de la résilience », ciblant prioritairement les populations pauvres et vulnérables.

Dans ce texte, nous allons nous efforcer de retracer comment les engagements politiques et technocratiques, visant à renforcer la résilience, sont positionnés, depuis les initiatives sous-régionales jusqu'à l'échelle locale, avec un point focal sur le Burkina Faso. Nous nous situons donc à l'opposé des études « par le bas » hiérarchisant les formes spontanées de résilience des populations face aux risques multiples (Perez and *al.*, 2015) ou cherchant à en fournir une mesure paramétrique (Upton, Denno Cissé and Barrett, 2015 : p. 23-25). L'étude de leur mise en pratique et en action est ici privilégiée. Par-là même, nous nous intéresserons essentiellement à la manière dont la résilience est appréhendée, réappropriée et déployée par les opérateurs de l'aide et du développement. Nous ne nous situons donc pas dans une analyse faisant d'elle un attribut ou un objectif du système alimentaire lui-même (Eakin and *al.* 2017 ; Himanen and *al.*, 2016 ; Iyappan and Babu, 2018 ; Schipanski and *al.* 2016) ou de l'écosystème des acteurs (Bohle and *al.*, 2009). Dans la mesure où une multiplicité d'acteurs (bailleurs, partenaires, institutions publiques, maîtres d'œuvres, etc.) intervient dans les projets visant à créer ou renforcer les mécanismes de résilience, cette dernière peut être considérée comme un « objet partagé ».

Notre recherche rend compte des dimensions plurielles données à la résilience pour la sécurité alimentaire, loin de la définition normée et consensuelle (Béné et al. 2012 ; Davidson and al., 2016). Elle se base sur le recensement exhaustif et l'analyse des programmes et projets (N=186) mis en place depuis 2013 au Burkina Faso, complétés par plusieurs entretiens menés au cours de la période d'observation (2015, 2018). Afin d'analyser les variations conceptuelles au gré des projets, nous mobilisons les apports de la théorie des graphes (voir Verd et Lozarès, 2014 pour une application aux analyses textuelles). Pour ce faire, nous avons d'abord réalisé un codage des approches que les projets recensés proposaient de la « résilience » ainsi que des activités effectivement menées. Nous avons ensuite construit, à partir de ces codages, trois matrices d'interactions : deux matrices one-mode (approche-approche ; activité-activité), relatives aux co-occurrences de deux approches/activités au sein des projets, afin d'investiguer les dynamiques conceptuelles au niveau des projets ; une matrice two-mode de type affiliation reliant les approches aux acteurs qui les portent, afin d'investiguer les dynamiques conceptuelles au niveau des acteurs. Le recensement exhaustif des projets a permis de traiter ces trois matrices comme des réseaux « complets » de nœuds (approche dite « sociocentrique », Scott, 2013), représentant ce que l'on pourrait appeler le champ de l'intervention sur la « résilience » au Burkina-Faso.

Nous soutenons la thèse, dans cet article, que se dessinent des « réseaux de sens » autour de la résilience en ce que différentes approches sont reliées de manière cohérente, mais que ces réseaux n'arrivent cependant pas s'imposer et à émerger en paradigmes établis et qui fait consensus. À partir de l'analyse de réseaux, nous expliquons cette non-émergence par un double phénomène de convergence vers le centre (définition englobante qui brouille les frontières entre approches) et de fragmentation aux marges (définitions très spécifiques qui tendent à réifier les approches isolément des autres).

La résilience s'inscrit dans la ligne des approches qui l'ont précédée en matière de traitement des risques d'insécurité, même si elle procède d'une ambition disruptive. Concept mobilisateur, terme protéiforme, voire mot-valise, la résilience renvoie indiscutablement au référentiel bien connu de l'adaptation au changement comme de l'ambition de transformer les conditions de vie et de moyens d'existence (*Theory of change*), y compris en temps de crise. À certains égards, avec des contenus et des méthodes en voie de stabilisation pour sa « mise en projet » comme pour son évaluation (mesures de la résilience avec le modèle RIMA, ciblage par la méthode HEA), la résilience serait même susceptible d'être considérée comme un modèle-voyageur (Rottenburg and al., 2014). Pour certains, elle est même « (...) *une nouvelle métrologie pour définir l'état d'un système que l'on va chercher à améliorer, mais aussi comme une nouvelle façon de penser, ou comme une promesse d'une nouvelle science* » (Dominique et Rivière, 2014 : p. 249). Elle procède d'une même logique performative, intrinsèque au domaine d'action (Le Naëlou et al., 2020), tant pour les personnes-cibles – sommés de construire leur propre résilience et, de ce fait, renvoyés à leur responsabilité personnelle – que pour les acteurs chargés de sa promotion et de sa diffusion, contraints de faire preuve d'efficacité et de redevabilité croissantes.

L'article s'ouvre sur le rappel de 1/ l'importance accordée par la résilience aux termes et aux formes d'agencéité et de capacité. Ceci conduira, d'abord, à en 2/ détailler les énoncés et les intentionnalités, à partir d'un ensemble de documents stratégiques et programmatiques élaborés par les acteurs de l'aide et du développement. Devenue une référence obligée (et partagée par un très grand nombre) pour les interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, 3/ la résilience apparaît très ambiguë, confrontée à une dégradation sécuritaire progressive des contextes d'intervention. Nous 4/ déployons ensuite la méthode de construction des données et d'analyse, puis 5/ présentons et interprétons les différents graphes qui ressortent de notre analyse. Notre texte croise donc approche inductive (conception de la résilience en matière de sécurité alimentaire) et approche déductive (analyse des projets menés).

## **1. La résilience comme capacité et agencéité**

La résilience – comme les termes qui l'ont précédée (vulnérabilité, sécurité) – possède presque une dimension symbiotique avec la conjoncture qui la porte. Elle vient éclairer (et relayer) les reconfigurations en matière de gestion des risques, des incertitudes et des crises en soulignant les limites des actions surimposées, portées à bout de bras par des acteurs souvent extérieurs aux sociétés et aux contextes et le caractère inéluctable d'une autonomisation des capacités.

### **1. 1. La résilience pour agir et préparer l'avenir**

La trajectoire du concept de résilience, depuis les sciences de l'environnement (et les approches de *disaster risk management*) jusqu'au champ des sciences sociales (et de l'objectif assénée, par les acteurs de l'aide et du développement, de renforcement des capacités individuelles) est bien connue et largement référencée.

D'un point de vue conceptuel, la résilience se déploie autour (et avec) la figure du cycle du changement adaptatif de Holling (1987), avec ses quatre phases (croissance, conservation, repli et réorganisation), pour dessiner une trajectoire dynamique toujours particulière. Elle met donc l'accent sur « ce qui peut advenir positivement », mettant, de facto, en avant les capacités à agir, l'agencéité des acteurs et l'incertitude relative des trajectoires. Elle tranche donc avec certains diagnostics descriptifs, mettant en avant, les fragilités contextuelles et les contraintes héritées, de l'Afrique sahélo-soudanienne, confinant souvent à une lecture passéiste, misérabiliste, et parfois réifiante, des sociétés et des territoires (Gallais, 1994).

Dans la grande majorité des analyses, la résilience est, en effet, considérée comme la capacité à faire face à un risque (de catastrophe) et à réagir, (Manyema, 2006 ; Thomas, 2008 : p. 5 ; Maxwell and *al.*, 2000 : p. 9). Celle-ci sera considérée comme incertaine ou faible (Rudolf et Di Nardo 2015 : p. 222). Le temps joue un rôle central en matière de résilience selon le niveau de durabilité et de réversibilité<sup>1</sup> qu'on lui attribue.

Ainsi, à court terme, une approche en termes d'« *engineering resilience* » sera essentiellement réactive et fonctionnelle cherchant à protéger et à réparer ; à moyen terme, une approche de « *transforming resilience* » visera, de manière proactive et anticipatrice, à appuyer les trajectoires d'adaptation et les transitions en ouvrant le champ des possibles pour l'individu, le groupe et la société (Quenault, 2013 ; Reghezza-Zit, 2013). Matyas and Pelling (2014 ; 2015, p. S8) envisagent la résilience à trois niveaux : comme résistance et endurance immédiate face à des chocs et à des imprévus ; viennent ensuite l'adaptabilité et la flexibilité sous contrainte ; enfin, comme amélioration durable des situations, modification des conditions d'atteinte de cette transformation processuelle. En environnement risqué et face à un avenir incertain, la résilience apparaît, selon comme « *ability to manage risk, to adapt to change and to secure sufficient food* » (Pasteur, 2011 : p. 25). Avec des termes proches, Bahadur and *al.* (2015) identifient quatre formes liées de résilience : « *adaptive capacity* », « *anticipatory capacity* », « *absorptive capacity* » and « *transformation* ». Dans leur *systematic review*, Ansah, Gardebroeck et Ihle (2019) ont choisi de la relier aux termes suivants : « *absorptive capacity, adaptive capacity, adaptability, transformative capacity, transformability* », auxquels ont été adjoints ceux de « *diversity, diversification* ». Pour Arnall (2015), la résilience se situe au carrefour des interactions entre « *structures* » et « *agencéité* », à différentes échelles d'action (individu, famille, communauté, institutions plus larges) ; face à un choc, la résilience sera recherchée via les réponses stratégiques suivantes : « *coping, coordinating, confounding, converting* ». Enfin, la notion de « *dynamique* », de « *processus* » (et la recherche d'un éventuel nouvel équilibre) y est essentielle, qu'il s'agisse des contextes de réalisation des projets, mais également des interventions menées (Béné, Frankenberger and Nelson, 2015). Partant des recherches sur la sécurité alimentaire rurale en Afrique de l'Ouest, en lien avec la gestion de l'aléa et des chocs, elle a été formulée comme capacité incertaine à « *faire face* », à « *faire avec* » et à « *faire pour* » (Janin, 2016). Les réponses apportées vont de la simple adaptation à la variabilité d'un phénomène au réaménagement des conditions intrinsèques de vie.

En outre, la résilience est ubiquiste par nature : elle préexiste comme attribut (d'une personne, d'une communauté ou d'un territoire) à un moment donné, mais elle est également susceptible un objectif visé (par les projets dédiés, mis en place par les acteurs de l'aide et du développement). Par ailleurs, toute forme de résilience individuelle dépend aussi du groupe ou de la communauté dans laquelle l'individu s'inscrit par un ensemble de liens et de pratiques. De surcroît, la résilience – comme capacité – n'est jamais un acquis ; elle évolue en fonction des interactions entre des paramètres d'ordre interne (au système, ou aux agents concernés) et d'ordre externe (liés au contexte). Par ailleurs, elle mêle indistinctement un ordre matériel (des avoirs, des ressources, des patrimoines), des droits éminents et une capacité à les faire valoir avec des éléments plus indicibles influençant la prise de décision et le comportement face au risque (la confiance, l'aversion, l'engagement,...) (Ansah, Gardebroeck and Ihle, 2019). Enfin, elle reste foncièrement ambiguë puisqu'elle se mesure quantitativement (score) tout en s'appréciant subjectivement (Jones and d'Errico, 2019).

Pour conclure : la résilience est donc, à la fois, une variable contextuelle pour les diagnostics aux interventions (afin de mieux connaître les capacités/capabilités d'un individu retenu comme cible), un atout à fortifier pour atteindre un meilleur niveau de sécurité alimentaire, un objectif programmatique et politique affiché et, enfin, un résultat éventuel, au terme d'un cycle de projet (Béné, Frankenberger and Nelson, 2015).

---

<sup>1</sup> D'où la création du terme de « *resilience capacity and recovery from shocks* » (Bower and *al.*, 2016).

## 1.2. La résilience dans le champ de l'aide et du développement : « une réponse structurelle à des problèmes structurels »<sup>2</sup>

Quelques prismes y caractériseraient les approches « orientées résilience » du fait de leur dimension actionnaire-liste (comprise comme la capacité d'agencéité des acteurs). Le premier concerne la dichotomie (largement dénoncée) entre interventions humanitaires d'urgence et actions de développement qu'elles entendent dépasser : ceci pourrait conduire, de facto, à *élargir l'horizon temporel* des projets<sup>3</sup>, trop souvent bornés dans le temps (à 1, 2, ou 3 années), même si on observe parfois un tel phénomène, mais de manière indirecte : le projet adoptant un autre intitulé, financé par un autre bailleur tout en conservant la même couverture géographique et les mêmes objectifs.

Le deuxième procéderait d'une volonté d'*intégrer les actions* qui restent encore trop souvent thématiques, sectorisées comme des volets sans que cela ne puisse être toujours vérifié du fait de sous-groupes-cibles ne se recouvrant pas toujours dans les différents volets de projets concernés. Le troisième consisterait à mieux *saisir les dynamiques contextuelles* existantes (Flores and *al.*, 2005), c'est-à-dire être en capacité de comprendre les changements locaux par une connaissance fine des pratiques économiques, sociales et politiques, condition essentielle pour la bonne réalisation des projets. Pour le PAM (2015), les interventions en faveur de la résilience sont nécessairement multi-niveaux, multi-sectorielles, multi-acteurs, adaptées aux contextes.

Dans le champ de l'aide et du développement, dès le début de la décennie 2000 (*Twin Track Approach* de la FAO en 2003), la résilience apparaît comme un objectif, en lien avec l'émergence des contextes de *protracted crisis* même si le terme n'était pas explicitement mobilisé. La notion de « moyens d'existence » était alors plutôt privilégiée avec l'idée de les soutenir et de les renforcer (Webb and Rodgers, 2003 : fig. 89). On retrouvait déjà la segmentation ternaire entre des actions anticipatrices et protectrices en amont d'un événement brutal; des formes d'ajustement à l'événement et des actions destinées à fortifier les capacités futures en cas de nouveau choc. La résilience ne devient un terme clé, appliqué à l'ensemble de l'écosystème des acteurs et des institutions qu'une décennie plus tard, avec la mise en forme proposée par C. Béné (Béné and *al.*, 2012). Depuis lors, elle constitue un « schème » organisant les interventions à partir de mise en œuvre d'actions de résistance, d'adaptation et de transformation (Hobbs and *al.*, 2012). Chacune renvoie à une temporalité donnée (court, moyen, long termes) dans lesquelles s'inscrivent des acteurs<sup>4</sup> aux mandats, aux ressources et modes d'action différenciés : Ainsi calibrée, la résilience semble clairement s'inscrire dans le prolongement des cadres multi-temporels d'analyse et de réponse aux crises adopté depuis le début des années 2000. Toute la difficulté réside dans la transcription pratique d'une rupture paradigmatique annoncée (Blein, Costes et Leturque, 2014).

Dans les interventions, les individus et les ménages sont généralement les échelles privilégiées d'analyse et d'action, même si des effets sont attendus, par contre-coup, à l'échelle des institutions et des systèmes eux-mêmes (Ulrichs, Slater and Costella, 2019). Selon A. Quandt (2018), la résilience familiale (*household resilience*) se situe à la croisée de deux courants : celui des *sustainable livelihoods* – stabilisée par R. Chambers et Conways (1992) et déployée par I. Scoones (1998), autour des *capital assets* (naturel, économique, humain, social et physique) – et celui de *livelihood resilience* qui met davantage l'accent sur le pouvoir d'agir, la capacité adaptative en fonction de la nature des systèmes sociaux et de représentation du risque en place. Le maintien des systèmes de vie et des moyens d'existence, bien incertaine dans des

<sup>2</sup> Représentant adjoint FAO et deux assistants des programmes FAO, 4 novembre 2015, FAO, Ouagadougou).

<sup>3</sup> « (...) dans l'approche résilience, on met en avant les capacités des bénéficiaires à s'auto-prendre en charge... on trouve des solutions immédiates mais en préparant les gens à être indépendants, autonomes dans le futur » (responsable du projet *Résilience des populations pauvres dans la Boucle du Mouhoun* (REPAM), et Chargé de mission REPAM, 17 février 2015, Dédougou). « *La résilience c'est, effectivement, étendre les réponses aux difficultés sociales, au-delà de l'urgence* » (Représentant adjoint FAO avec deux assistants des programmes FAO, 4 novembre 2015, FAO, Ouagadougou).

<sup>4</sup> Des institutions internationales d'aide et de développement, des acteurs sociaux intermédiaires, des acteurs de solidarité internationale.

contextes de changement accéléré (Frankenberger et *al.* (2012a) ou de conflits, en reste l'objectif prioritaire. Dit plus simplement, par les agents de terrain des projets, au contact direct de personnes et groupes-cibles : « *Quand on dit résilience, nous, on a traduit ça : « te permettre de vraiment reprendre ta place »* (Animateur de projet REPAM, 13 octobre 2015, Dédougou) et, par un cadre du PAM : « *« La résilience, c'est s'adresser aux individus comme étant les promoteurs de leur propre vie, au-delà de leur survie immédiate. C'est revenir après un choc »* (PAM, 10 septembre 2015, Ouagadougou).

Toutefois, cette perspective n'est pas réalisable sans que les institutions locales et régionales ne soient, elles-mêmes, renforcées du point de vue de leur gouvernance comme de l'offre de services de base qu'elles procurent. C'est pourquoi, au-delà des capital assets, la nature des liens sociaux reste essentielle pour construire *the community's capacity for collective action* à trois niveaux interne au groupe, entre groupes et, au-delà, de l'individu à une pluralité de réseaux et d'institutions plus distantes (ces sont les *bonding, bridging, and linking social capitals* mis en évidence par d'Aldrich, 2012). Au cœur des projets, la résilience se positionne, d'ailleurs souvent, comme une « *multi-level and systems-based approach* » (Frankenberger and *al.*, 2014), croisant trois champs: *Household and Community Adaptive Capacity, Household and Community Disaster Risk Management and Governance and Enabling Conditions* (Frankenberger and *al.* 2012). On retrouve là certains éléments qui seront au cœur des projets analysés au Burkina Faso.

Dès 2003, dans leur document précurseur *Addressing the "In" in Food Insecurity*, Webb et Rogers ont ainsi pensé que les actions, à l'échelle locale, devait être organisée autour des projets travaillant, de manière concomitante « *to enhance community resiliency* », « *to enhance livelihood capacities* » et « *to enhance human capabilities* », avec une approche intégrée. Et, selon Pingali, Alinovi et Sutton (2005), les interventions « orientées résilience » doivent s'intéresser aux principes suivants : « *strengthening diversity; rebuilding local institutions and traditional support networks; reinforcing local knowledge; and building on farmers' ability to adapt and reorganise* ». Plus concrètement, ce seront des actions, visant à améliorer les accès aux services/infrastructures de base, à renforcer les filets sociaux de sécurité, à améliorer/diversifier/stabiliser les revenus des ménages, à relever les niveaux de connaissances et d'éducation dans le champ alimentaire et nutritionnel qui seront priorisées et déployées (Galarza, 2020). Ce sont les choix faits par la FAO, le DFID et l'USAID notamment.

## **2. Une référence programmatique confrontée à l'insécurité croissante des contextes**

La résilience s'inscrit comme une donnée fondamentale, constitutive de nombreuses actions organisées en réponse aux situations de crise multiforme et durable. Si elle apparaissait comme un élément « caché » de la lutte contre la vulnérabilité (dès la moitié de la décennie 1990), elle n'a émergé que bien plus tard comme référence programmatique et actionnaliste.

### **2. 1. La résilience comme cadre d'action au risque du « copié-collé »**

Si le terme de « résilience » n'est explicitement lié à celui de « sécurité alimentaire » ou de « systèmes alimentaires » que depuis le milieu des années 2010 (Vonhron et *al.* 2016), il apparaît de manière plus précoce pour ce qui est de la gestion des catastrophes et de l'adaptation au changement climatique. Ainsi, les instances onusiennes (United Nations Research Institute For Social Development, UNRISD) et la coopération britannique (Department for International Development, DFID) ont été aux avant-postes de sa diffusion à l'échelle internationale, avec le cadre de gestion, de reconstruction et de prévention des catastrophes, stabilisé par l'accord de Hyogo en 2005, puis actualisé par l'accord de Sendai en mars 2015 (dont se réclame explicitement les Etats africains par la Déclaration de Yaoundé en juillet 2016).

Le document *Defining Disaster Resilience : A DFID Approach Paper* (DFID, 2011) a ainsi servi de point focal à de nombreux acteurs de l'aide et de l'action humanitaire. La même année paraissait le manuel *From vulnerability to resilience. A framework for analysis and action to build community resilience* dont



l'approche V2R était destinée à guider les acteurs de terrain, de même que celui du PNUD et d'ECHO<sup>5</sup>. L'année suivante, l'USAID proposait un document fondateur, intitulé *Building Resilience to Recurrent Crisis. USAID Policy and program guidance* liant étroitement pauvreté chronique, crise durable et chocs. Ont suivi de nombreux autres documents de conseil pour la mise en projets d'actions « orientées résilience » : par exemple, le projet *Emergency Capacity Building* issu d'une alliance entre des acteurs de solidarité internationale (CARE International, Catholic Relief Services, Mercy Corps, Oxfam, Save the Children et Vision Mondiale International), piloté par CRS dont est issu un manuel (Turnbull, Sterrett and Hilleboe, 2013) ; le modèle RAPTA (O'Connel and *al.*, 2016) ; le manuel *Résilience 2.0* (CARE and *al.*, 2013) ou encore le *Guide pratique du développement résilient* (OXFAM, 2017).

La partie africaine du méta-programme *Global facility for disaster reduction and recovery*, multi-donateurs internationaux, s'inscrit, par exemple, dans cette lignée, avec une forte dimension « préparation/anticipation » des risques (soutien aux systèmes experts) mais également « relèvement résilient » (*Resilient recovery program*). Tirant la leçon des crises de 2005 et 2010, le Groupe de travail sur le Sahel Working<sup>6</sup> insiste sur le caractère composite des actions à mener – en termes de protection sociale, de soutien aux moyens d'existence, d'appui à l'agroécologie, de réduction des risques de catastrophes et de formes d'appui et d'assistance d'urgence pour construire la résilience (Gubbels, 2011 : p. 56). Entre 2012 et 2015, le programme *Capacity for Disaster Reduction Initiative* regroupant un certain nombre d'agences partenaires (PNUD, OCHA, UNICEF, PAM, OMS, FAO) en constitue un autre exemple.

À partir de sa formalisation scientifique ternaire pour les questions de sécurité alimentaire (Béné, 2012), la résilience s'est rapidement déployée auprès des opérateurs de développement et des acteurs humanitaires dans les pays bénéficiaires de programmes d'aide (Barrett, 2014), au point de devenir un élément incontournable des discours, des cadres programmatiques comme des projets déployés, quelle que soit l'échelle de réalisation (Annexe 1a). À l'échelle internationale, les cadres orientés vers la résilience pour la sécurité alimentaire, sont apparus presque simultanément (FAO, 2011 et 2012 ; Union européenne, 2012 ; USAID, 2012 et 2013 ; IFPRI WHH-Concern Worldwide, 2013 et Frankenberger and *al.*, 2014 ; PAM 2015).

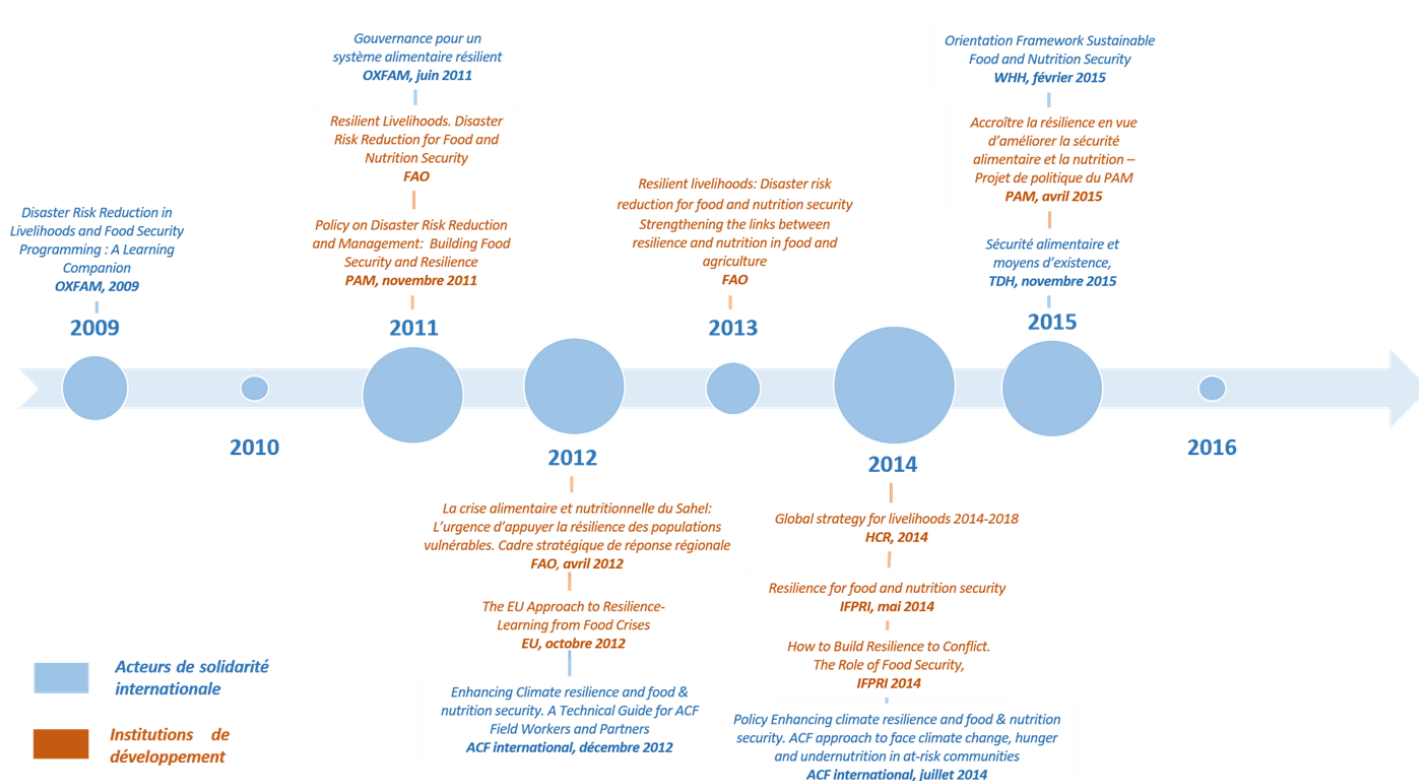
Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, une des premières initiatives sous-régionales est la *R4 Rural Resilience Initiative*, lancé en 2011 par le PAM et OXFAM Amérique, qui touchait principalement l'Ethiopie, le Malawi et la Zambie (et accessoirement le Sénégal). Parallèlement, l'Union européenne lançait l'initiative *Supporting Horn of Africa Resilience* (SHARE), après la sécheresse catastrophique dans la Corne de l'Afrique de 2011. Pour l'Afrique de l'Ouest, la résilience « programmée » va être consacrée décembre 2012, avec le lancement à Ouagadougou, par l'Union européenne, de l'initiative sous-régionale *Alliance globale pour l'initiative résilience* (AGIR). À partir de là, chacun des seize pays bénéficiaires devait engager un « Processus de formulation de leurs Priorités Résilience » (PPR). La Cellule technique d'AGIR, mise en place par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et basée au Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), accompagne les gouvernements dans cette dynamique. Elle devait passer par une série de consultations avec les différentes parties prenantes. Au Burkina Faso, ce processus ne sera achevé qu'en 2015.

Par une sorte d'effet de « mimétisme » et de « ruissellement », de nombreux acteurs de solidarité internationale, incontournables dans le champ de l'aide et du développement adopteront, tour à tour, le leur pour venir irriguer leurs actions nationales et locales (Annexe 1b). Ils inscrivent désormais la lutte contre l'insécurité alimentaire dans des politiques de « renforcement de la résilience ». Au risque de faire des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, un « vaste copié-collé » (terme utilisé un nutritionniste à l'UNICEF, 21 février 2015, Ouagadougou). Dans chacun, l'institution porteuse y dévoile sa compréhension de la résilience et ses transcriptions éventuelles pour des projets plus efficaces du fait des contextes d'insécurité systémiques et durables (Evans, 2011).

<sup>5</sup> PNUD-ECHO, 2012. *Community Based Resilience Analysis (CoBRA) Conceptual Framework and Methodology*, 24 p.

<sup>6</sup> Regroupant 9 ONG internationales (Christian Aid, CARE International UK, Concern Worldwide, Oxfam GB, CAFOD, Plan UK, Save the Children UK, Tearfund, and World Vision UK).

Figure 1 : Chronogramme des principaux cadres de résilience pour la sécurité alimentaire



Source : P. Janin

Dans cette succession de documents de positionnements, l'ONG ACF International apparaît particulièrement active (ACF, 2012, 2013, 2015). Elle conçoit la résilience comme une « *programmation multi-sectorielle pour gérer les risques et renforcer la résilience des individus et moyens d'existence face aux chocs (...) combine les approches de moyens d'existence et d'agriculture durable et résiliente au climat, la réduction des risques de désastres, la protection sociale (filets de sécurité contre la faim et la sous-nutrition) et l'adaptation au changement climatique* » (ACF, 2012). Pour OXFAM, la résilience est décrite comme « *la capacité des femmes, des hommes et des enfants à faire valoir leurs droits et à améliorer leur bien-être malgré les chocs, les pressions et les incertitudes* » (OXFAM, 2013). Pour Christian Aid, la finalité est de « *create a virtuous circle, where people are supported to strengthen their livelihoods and manage the risks that threaten them at the same time* » (Christian Aid, 2012): elle avait, d'ailleurs, fait l'objet, dès 2009, d'un projet précurseur dans la province du Sahel du Burkina Faso (*Building disaster resilience community*). Cette vision holistique et systémique de la résilience est également partagée par la Lutheran World Relief qui considère « *resilience not as an end in itself, but as a dynamic and enabling approach to assist in the achievement of disaster recovery and sustainable development results* » (LWR, 2015 et 2016)<sup>7</sup>.

Si les cadres programmatiques et stratégiques – considérés comme autant de « récits narratifs » pour penser la résilience – paraissent donc souvent homothétiques, en revanche, des divergences peuvent exister sur les réponses à adopter, du fait de la variabilité des contextes. Dès 2003, dans leur document précurseur *Addressing the "In" in Food Insecurity*, Webb et Rogers ont ainsi pensé que les actions, à l'échelle locale, devait être organisée autour des projets travaillant, de manière concomitante « *to enhance community resiliency* », « *to enhance livelihood capacities* » et « *to enhance human capabilities* », avec une approche intégrée. Et, selon Pingali, Alinovi et Sutton (2005), les interventions « orientées résilience » doivent s'intéresser aux principes suivants : « *strengthening diversity; rebuilding local institutions and*

<sup>7</sup> Sa *Dynamic Resilience Wheel*: organisée autour des trois *resilience capacities* de C. Béné, adossée aux différents *livelihood capitals*, elle envisage la résilience autour de huit attributs : *Robustness, Self-Organization, Redundancy, Rapidity, Scale, Diversity and Flexibility, Equity*.

*traditional support networks; reinforcing local knowledge; and building on farmers' ability to adapt and reorganise*». Plus concrètement, ce seront des actions, visant à améliorer les accès aux services/infrastructures de base, à renforcer les filets sociaux de sécurité, à améliorer/diversifier/stabiliser les revenus des ménages, à relever les niveaux de connaissances et d'éducation dans le champ alimentaire et nutritionnel qui seront priorisées et déployées (Galarza, 2020). Ce sont les choix faits par la FAO, le DFID et l'USAID notamment.

## 2. 2. La résilience à l'épreuve des contextes

Les défis de la mise en œuvre de la résilience dans le cadre de projets, menés à l'échelle régionale, sont multiples.

Le premier, déjà évoqué, concerne la temporalité d'action : pour lever certaines contraintes, handicaps – afin de renforcer les opportunités et les capacités collectives comme individuelles – les projets doivent s'inscrire dans la continuité ; mais ceci est souvent peu compatible avec la quête d'efficacité et d'efficacités des projets menés visés par leurs porteurs (et les bailleurs qui les financent) comme le révèlent les objectifs énoncés dans les documents programmatiques. Avec une durée moyenne de 36,6 mois, les 186 projets retenus se distinguent, certes, des opérations d'aide et d'assistance, généralement circonscrites à 6 ou 12 mois, mais avec une telle échéance, à moins d'une continuité entre cycles de projet, les dynamiques de changement et de transformation qu'ils sont censés impulser resteront limitées.

Le deuxième porte sur la « greffe » des actions à mener, question qui dépasse l'opération d'identification et de sélection des bénéficiaires individuels ou collectifs. Certains acteurs recherchent une forte implication sociétale des sociétés locales (dimension participative) par auto-désignation et auto-ciblage, sans toujours préciser les critères de sélection. Mais bien d'autres ont plutôt une démarche « top-down », établissant un diagnostic à partir de données quantitatives ou qualitatives. La quasi-totalité des projets étudiés privilégient des critères liés à la fragilité, la vulnérabilité, la marginalité et la pauvreté pour déployer leurs volets d'activité (cf. Annexe 3).

Mais des priorités différentes ont été faites en termes de ciblage/criblage :

- 47,5 % l'ont fait sur la base de critères socio-économiques, notamment par le biais de la *Household economy approach* (HEA), mise au point par l'ONG *Save the children*, qui a connu, depuis 2010, une diffusion et un engouement particulier en Afrique de l'Ouest (<https://hea-sahel.org/hea-sahel/>) pour cibler les populations (très) pauvres et (très) vulnérables. Le graphe présente bien cette centralité et poids prépondérant.
- Un deuxième ensemble (23,4%) a plutôt retenu des critères socio-démographiques, renvoyant à des « catégories sociales dominées » (femmes gestantes, allaitantes, mères célibataires ou veuves ; jeunes diplômés déscolarisés ; groupes marginalisés, comme les pasteurs transhumants ; déplacés et réfugiés). Ensuite, se situent des groupes moins importants : 10,8% ciblent des institutions à sens large (collectivités, organisations paysannes, organisations à base communautaire,...) dont ils cherchent à renforcer les compétences et les capacités ;
- seuls 10,7% retiennent un ou plusieurs indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle alors même que la lutte contre la faim en constitue un des objectifs essentiels : c'est une surprise.
- Enfin, un dernier ensemble (4,8%) a privilégié un critère géographique à partir de la classification des zones de moyens d'existence (ZOME), de caractéristiques de vulnérabilité/fragilité territoriale ou de classement IPC des situations à risque.
- Dans plus de 42% des cas, on note néanmoins l'adoption de critères mixtes pour l'étape-clé d'identification et de sélection des bénéficiaires.

Au demeurant, le dernier défi posé à la mise en pratique des projets, visant à promouvoir et renforcer la résilience, porte sur la nature des pouvoirs constitués internes aux systèmes sociaux et politiques (comité villageois, conseil de village, assemblée villageoise, pouvoir municipal, chefferie,...) eux-mêmes (Walsh-Dilley and *al.*, 2016). Renforcer le « pouvoir agir », le « pouvoir devenir » et le « pouvoir être » des individus,

des ménages, des familles et des communautés ne peut être envisagé sans les prendre en compte. Ils constituent une matrice à laquelle sont confrontés tous les agents d'animation et les coordinateurs de projets lorsqu'ils cherchent à désigner les attributaires/bénéficiaires<sup>8</sup>. Pour autant, ils sont rarement désignés comme tels par les promoteurs des projets en place et restent souvent une « boîte noire » inexplorée. Un cadre du PAM à Ouagadougou déclarait ainsi « *derrière la résilience, [il y a] des choses un peu casse-gueule, [...], par exemple, [...] ces questions d'inégalité, qu'on avait soit pas vues, soit choisi de ne pas voir* » (PAM, 15 septembre 2015).

Au fur et à mesure que l'insécurité territoriale burkinabè progressait, la réalité énoncée et annoncée – dans les projets – d'une « mise en pratique » de la résilience a semblé s'éloigner au profit de « *stratégies hyper-rationalisées de gestion des risques* » (Hinrichs, 2013), voire « sécuritaires » (Breisinger and al, 2014). Plus fondamentalement, est-il réaliste, voire réalisable, de viser à rendre des populations (très) pauvres et (très) vulnérables « résilientes », dans des espaces sahéliens frontaliers notamment, où l'Etat, habituellement moins présent, l'est de moins en moins ? Promotion de la résilience et contingentement de la crise sécuritaire semblent difficilement compatibles, non seulement du point de vue des objectifs mais également des temporalités même si les institutions internationales tentent de dessiner certaines pistes (FAO, 2017 ; IFPRI, 2014). Les animateurs des projets, au contact direct des populations-cibles, pointaient déjà cette contradiction dans les différents entretiens conduits en 2015<sup>9</sup>.

Le point de basculement sécuritaire pour le Burkina Faso est plus tardif qu'au Niger et au Mali (coup d'Etat de janvier 2012) : il se situe entre la mobilisation populaire ayant conduit à un changement rapide de gouvernement (septembre 2014) et la tentative de coup d'Etat perpétré par les forces militaires du RSP (septembre 2015). Dès lors, et en dépit des efforts du gouvernement, une dynamique insécuritaire s'est enclenchée, touchant d'abord les périphéries frontalières en 2016 (régions du Sahel, du Nord, de la Boucle du Mouhoun), puis avant de gagner la partie orientale du pays en 2018 (régions de l'Est et Centre-Nord). Ces « zones de nomadisme djihadiste », pour reprendre une expression consacrée étaient déjà caractérisées par une forte vulnérabilité structurelle multiforme (USAID, 2015). Ce sont elles qui regroupent le plus grand nombre de projets déployés, avec par ordre décroissant : le Sahel (62), l'Est (50), le Centre-Nord (46) et le Nord (41). Cet effet de « littoralisation périphérique » est donc marqué mais questionne fortement : espérer créer une dynamique de changement, nécessaire à la construction d'une résilience multiforme, paraît très aléatoire dans un tel cas.

En effet, les conséquences de cette déstabilisation se manifestent par un accroissement fort des flux de déplacés forcés, internes à leur propre pays. On estimait ainsi, en septembre 2019, leur nombre à environ 486.000 pour dépasser 630.000, en février 2020, avec un renforcement des flux en direction du Centre et du Sud du pays. Du fait des nombreuses attaques terroristes, la circulation marchande des denrées et les migrations saisonnières de travail agricole sont fortement perturbées dans les zones touchées, assortis de perte de perte d'activité et de revenus pour les ménages touchés. Plus préoccupant encore, ce sont aussi les mécanismes de solidarité intercommunautaire qui sont fragilisés. Dans les zones les plus touchées par la violence, les populations font, dès lors, face à une insécurité alimentaire croissante. Ainsi, au Burkina Faso, le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë est passé de 0,7 millions à l'été 2019, puis 1,2 millions à la fin 2019 et enfin, 3,4 millions de personnes en août 2020 (IPC 3 « crise »), principalement regroupées dans les Régions du Centre-Nord (Bam, Namentenga et Sanmatenga) du Nord

---

<sup>8</sup> En février 2015, cette difficulté avait été pointée par un responsable du projet *Résilience des populations pauvres et très pauvres et sécurité alimentaire dans la Boucle du Mouhoun* (REPAM), financé par l'Union européenne et mené par le GRET, en collaboration avec les unions FEPA-B des provinces du Mouhoun et du Nayala : « *Le village étant le village, le comité de sélection va tout faire pour intégrer des gens qui ne répondent pas aux critères. Lors des enquêtes, certaines personnes vont mentir pour dissimuler des biens qui peuvent les écarter. Mais dans l'ensemble, les ménages ciblés sont ceux qu'on attendait. Mais il est vrai que la demande est importante. Tout le village veut bénéficier ! Mais on leur a dit qu'on a un nombre à atteindre* ».

<sup>9</sup> La résilience, « *c'est mettre en place les conditions de survie des populations dans des systèmes qui seront eux-mêmes résilients* » (Chargé de collecte et de commercialisation des produits agricoles, UGCPA, 16 septembre 2015, Dédougou).

(Loroum, Yatenga) et du Sahel (Oudalan, Seno, Soum et Yagha) (CSAO/OCDE, 2020). Pour la partie la plus septentrionale (région du Sahel), la situation s'est sensiblement dégradée au cours de l'année 2021, avec un passage à la phase 4 d'urgence de l'échelle IPC (Analyses du Cadre harmonisé, Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), concertation régionale, Ouagadougou, Burkina Faso, mars 2021). Les besoins en termes d'assistance alimentaire et nutritionnelle ont, de ce fait, fortement crû, alors même que ces régions devenaient difficilement accessibles aux projets d'aide humanitaire, rendant, du même coup, problématique l'évaluation précise des conditions locales de sécurité mais également la poursuite des projets en cours. En parallèle, le gouvernement déclarait l'état d'urgence dans 6 Régions (sur 13) et 14 provinces en avril 2019.

### **3. « À la recherche » des projets croisant résilience et sécurité alimentaire**

Abordons maintenant le travail d'identification et de collecte d'informations sur les programmes et les projets de lutte contre l'insécurité alimentaire ayant un lien étroit avec la résilience au Burkina Faso.

#### **3. 1. Construction d'une base de référence de projets**

Cette recherche sur la « mise en projet et en pratique de la résilience » est partie de trois constats :

- que l'engouement manifesté pour cette notion, depuis 2012, se traduirait par une croissance du nombre de projets s'en réclamant peu ou prou.
- que les projets cherchent à donner à la résilience une dimension claire, du fait d'un adossement à une définition et un cadre précis (Béné, 2012 et autres).
- que le déploiement de projets visant à renforcer les capacités de résistance, d'adaptation et de transformation, s'avérait difficile, voire problématique, compte-tenu de contextes de réalisation de plus en plus dégradés, instables et insécurisés.

Notre objectif n'était pas de conduire une *systematic review* des projets se réclamant d'une approche « food security resilience » par l'analyse de rapports d'évaluation opérationnelle, faute de pouvoir y accéder (hormis pour certains programmes conduits par les ONG GRET, CARE et ACF). Nous n'avions pas, non plus, l'ambition de mesurer l'impact réel des volets des projets sur les conditions de vie et les moyens d'existence des individus et des ménages par des entretiens individualisés auprès d'attributaires. En effet, ce type d'évaluation implique d'avoir, soit accès aux données de diagnostic ex-ante et ex-post (et donc aux scores de résilience<sup>10</sup>, établis par la méthode quantitative RIMA ou qualitative SERS comme le rappellent Béné, Frankenberger et Nelson, 2015), soit de pouvoir obtenir des informations primaires directement auprès des attributaires/bénéficiaires. De telles études objectivées, menées de manière indépendantes, si elles restent pertinentes pour les bailleurs (Mc Ombere and *al.*, 2019 ; Béné, Riba et Wilson, 2020) ne rendent compte que des effets immédiats de tels projets au regard de la mission de « favoriser l'émergence d'individus et de communautés résilients ». En effet, tous les « gains » en termes de sécurisation des moyens d'existence (diversification d'avoirs, renforcement des compétences,...), restent fragiles, compte tenu des instabilités enregistrées : qu'elles soient liées à la dégradation de la conjoncture globale (économique, politique, sécuritaire), qu'elles résultent de ruptures à l'échelle individuelle et familiale (décès d'un proche assurant un soutien, éclatement de la cellule familiale,...).

Le travail de collecte, visant à évaluer la place de la résilience dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Burkina Faso, a été effectué à partir de la consultation répétée et systématique d'une pluralité de sites internet (cf. Annexe 2).

Ont été prospectés des sites : de projets proprement dits lorsqu'ils existaient, d'institutions les menant, de journaux relatant leur lancement ou la tenue de réunions. D'autres occupent une place encore plus

---

<sup>10</sup> Ces scores de résilience diffèrent du *coping strategies index* (CSI) qui prend en compte la seule capacité adaptative d'un individu ou d'un ménage. De fait, si un programme orienté « résilience » se révèle efficace et efficient, on peut estimer que la fréquence de ces CS doit inversement diminuer.

stratégique du fait de leur pérennité et d'une pluralité de fonctions : à la fois base de données, plateformes support d'évaluation ou réseaux d'échanges et de capitalisation d'expériences (cf. tableau ci-dessous). Certains sites d'échanges professionnels ont également été parcourus à des fins de complément d'information. En termes d'acteurs impliqués, il a pu s'agir d'acteurs de solidarité internationale basés au Burkina Faso (associations et ONG locales), d'ONG étrangères à large périmètre d'intervention ayant une représentation nationale, de Ministères techniques, d'institutions internationales (système des Nations-Unies, banques de développement,...) ou d'agences sous-régionales de développement (CILSS, ARAA, RPCA,...). Un large éventail de sources secondaires y ont été consultés, puis téléchargés et analysés : fiches de présentation de projet, récapitulatifs de financement, offres d'emploi, réponses à des appels à financement, compte rendus de réunions, articles de journaux, lettres d'information, rapports d'évaluation, bilan d'activités,...

Les différents éléments de la base Excel ont été patiemment reconstitués à partir du recoupement systématique des informations extraites des différents types de documents. Nous avons dû faire face à plusieurs types de difficultés pour cet exercice :

- le caractère épars, parcellaire et elliptique des données, capitalisables à partir de la documentation accessible en ligne ;
- la redondance d'informations, pas nécessairement convergentes, notamment pour ce qui est de financements obtenus ou des périodes (début/fin de projet) ;
- les flottements dans l'intitulé des projets ;
- les difficultés pour identifier les rôles respectifs (bailleur, promoteur, maître d'ouvrage, sous-traitant,...) des institutions impliquées, surtout dans le cas de méta-programmes ayant une dimension régionale.

Globalement, peu de rapports d'évaluation externe, menées avec une démarche rigoureuse et critique, sont publiés en ligne. Certains se révèlent parfois davantage des documents de suivi, affichant la progression des indicateurs de réalisation, adressés à leur bailleur. Ce sont les méta-programmes, financés par des institutions internationales (Union européenne, Banque mondiale, UKAID, DFID...), solidement adossés à un consortium de partenaires, qui fournissent le plus d'éléments probants. Les documents sont encore plus fournis lorsque les projets intègrent une dimension recherche, en amont et en aval : c'est le cas des méta-programmes, déclinés sur plusieurs pays, BRACED, financé par le DFID et LRRD, financé par ECHO de l'union européenne. Cela dépend des formes usuelles de redevabilité des institutions coordinatrices : si les évaluations de certains projets restent d'accès restreint sur des plateformes dédiées aux échanges professionnels, certaines le sont plus aisément (ONG Catholic Relief Service, Care, le bureau d'études du Gret). Faute de pouvoir les obtenir pour l'ensemble de notre échantillon, ou de pouvoir procéder à des interviews systématiques de chaque type d'acteur impliqué dans sa réalisation (bailleur, coordinateur, exécutant, bénéficiaire,...), nous en sommes restés à une analyse narrative simplifiée des 186 projets identifiés, prenant appui sur un ensemble d'éléments déclaratifs.

Le fichier Excel stabilisé comporte une vingtaine de descripteurs pour chaque projet identifié : Porteur (type et nom), Partenaires (type et nom), Bailleur (type et nom), Budget (au Burkina Faso et global), Projet (acronyme, intitulé détaillé, Dates (début et fin), Durée (en nombre de mois), Intervention (échelles et zones), Bénéficiaires (mode de ciblage, Types et nombre), Approche conceptuelle, Objectifs (généraux et spécifiques), Activités (volets).

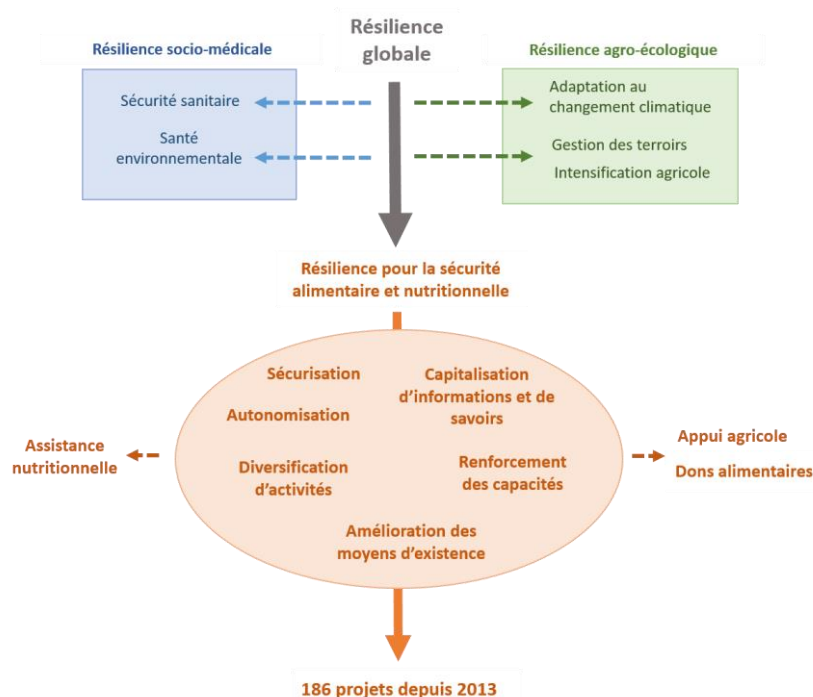
### **3. 2. Critères de sélection des projets**

La période d'observation retenue s'ouvre avec la mise en place de l'initiative sous-régionale AGIR, au cours de l'année 2012. Concrètement, nous avons retenu l'intervalle allant de janvier 2013 au mois de décembre 2020, ceci a toutefois pu conduire à classer des projets ayant débuté avant 2013 et d'autres encore en cours.

Par « projet », nous entendons, toute activité organisée, portée et financée par une institution, locale, nationale, sous-régionale ou internationale, pour au moins une année, se réclamant : soit explicitement de la résilience, dans son intitulé, dans ses objectifs comme dans un ou plusieurs de ses volets programmés ; soit implicitement, du fait d'un ensemble d'éléments précédemment identifiés renvoyant à la dimension « capacités » précédemment présentée (partie 2).

Ont été considérés comme se rattachant à cette ambition (Figure 2), des projets visant au « renforcement des capacités » de groupes-cibles, d'individus, à leur « autonomisation », à leur « sécurisation », à la « création d'activités ou de systèmes d'activités durables » (même si le terme « durable » reste fortement sujet à discussion), à « l'amélioration ou la diversification des moyens d'existence » ou encore à la « création de filets sociaux de base/de sécurité », souvent de manière préventive, même si leur durabilité n'est pas assurée (filets communautaires et non liés à une politique étatique de protection sociale).

**Figure 2 : Dispositif de sélection des projets**



Source : P. Janin

Inversement, ont été retenus quelques projets mobilisant le terme de « résilience », même s'ils n'avaient pas la vision intégrative de la sécurité alimentaire (tryptique disponibilité, accessibilité, mobilisation) ou ne considéraient pas la transversalité des fonctions dédiées à sa réalisation (produire, transporter, redistribuer).

Par ailleurs, nous avons également tenu compte de projets envisageant la résilience sous une autre forme : la capitalisation d'informations, de connaissances et de savoirs pour le renforcement itératif de compétences : en termes de cibles, il a pu s'agir d'individus « pauvres et vulnérables », de catégories « fragiles et défavorisées » (femmes enceintes, mères allaitantes, jeunes,..) mais également de porteurs et de gestionnaires de projets (agent d'animation, cadres techniques de projets ou de sociétés publiques, élus locaux,...).

En revanche, ont donc été exclues, les actions, cherchant uniquement à distribuer une aide ou à fournir une assistance de courte durée (1 à 6 mois), ne se réclamant pas véritablement de la résilience, même si des distributions alimentaires participent de sa première dimension (endurance/résistance).

Enfin, nous avons également exclu tous les projets dont les demandes financières n'ont pas été pourvues par des bailleurs : les garder dans l'échantillon aurait, certes, permis d'évaluer la part de projets se réclamant

de la résilience, parmi la multitude de ceux consacrés à la lutte contre l'insécurité alimentaire en temps de crise, mais aurait nécessité un temps et un effort d'investigation nettement plus longs.

Du point de vue des « champs thématiques », nous avons été conduits à faire d'autres choix restrictifs : ainsi, les projets estampillés « santé publique, « sécurité sanitaire », « santé environnementale », « santé de la reproduction » n'ont pas été pris en compte, même s'ils mentionnaient le terme de « sécurité alimentaire » dans leurs objectifs ou exerçaient, de manière indirecte, mais très distante, une influence sur la sécurité alimentaire. Il en est de même pour des projets s'intéressant à la production agricole sous le seul angle de la résilience agro-écologique, de l'adaptation aux effets du changement climatique, voire du productionnisme agricole n'ayant pas une finalité de sécurisation alimentaire proprement dite. En outre, n'ont pas été retenus les projets ayant une approche en termes de « résilience territoriale » (plans communautaires de gestion des ressources, programme de gestion des terroirs,...) ou de « résilience organisationnelle » (gestion financière et management technique des projets,...) qui restaient trop éloignés de la sécurité alimentaire.

Pour ce qui de la dimension nutritionnelle, un choix drastique a été fait : les actions de nutrition, orientées vers la promotion et la diffusion d'aliments bio-fortifiés, à base non locale, ou d'assistance d'urgence, ont été exclues du champ. En revanche, toutes celles qui semblaient se réclamer de la notion d'autonomie nutritionnelle, visant à appuyer la diversification des régimes de consommation alimentaires (diversité et variété), en les combinant avec des volets d'éducation nutritionnelle, l'ont été, de même que les projets se réclamant plus globalement de la « sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

Pour chacun des 186 projets, des éléments descriptifs simples ont été recherchés et, pas à pas, compilés, à partir d'un ensemble hétérogène de documents. Un tableau Excel a été composé, à cet effet, à partir des données sources. Il comporte une vingtaine d'items : porteur (type et identité), intitulé du projet, dates (début/fin/durée en nombre de mois), zone géographique (échelles, circonscriptions), type de projet, méthodologie de ciblage, inspiration et approche, bénéficiaires (types, nombre), objectifs (global, spécifiques), volets d'activités, bailleur, montant financier obtenu.

Les projets identifiés visant à créer ou à renforcer la résilience individuelle, familiale ou communautaire, privilégie un cadre régional de réalisation (48,1%), qu'il soit unique (1 région administrative) ou pluriel (2, 3 régions). Une fraction importante (29,4%) couvre plusieurs pays africains (pays frontaliers du Burkina Faso ou plus éloignés). Enfin, on trouve une minorité couvre l'ensemble des régions du Burkina Faso (7,5%) tandis que les projets à assise territoriale réduite, réduite à un seul département ou à quelques communes rurales constitue une classe à part (11,8%).

#### **4. Une analyse structurale de la notion de « résilience » au cœur des projets**

Une lecture rapide des documents collectés fait apparaître trois types de projets :

- des projets « portefeuilles » dont la zone géographique d'intervention évolue peu, de même que le porteur et le maître-d'œuvre ; ces derniers peuvent être conduits à le maintenir et/ou le reconduire, avec un autre nom ou un nom proche, auprès du même bailleur ou auprès d'un autre guichet de financement ; les porteurs/maîtres d'œuvre de tels projets sont souvent des acteurs actifs, connus, légitimes, ayant compétences, expériences et légitimités leur offrent de bonnes chances d'être retenus sur les listes des attributaires dans le cadre des appels d'offres successifs ;
- des programmes « mille-feuilles », souvent adossés à des consortiums plus larges dans lesquels les attributions de chaque partenaire sont bien délimitées (allant jusqu'à la sous-traitance effective) et illustrent le caractère foncièrement inégal du partage des ressources et des compétences ;
- des projets « isolats », plus circonscrits du fait de leur échelle d'intervention, du volume financier ou du nombre d'attributaires/bénéficiaires.

Les projets peuvent donc être considérés, le plus souvent, comme des « objets partagés » par une pluralité d'acteurs. C'est sous cet angle que nous allons les analyser.



Notre analyse des projets sélectionnés s'est orientée dans trois directions : 1/ la caractérisation des approches conceptuelles déployées (même si le terme de « résilience » n'est pas mentionné), 2/ l'architecture propre des projets révélée par les activités mises en œuvre ; 3/ les relations existantes entre les différents acteurs impliqués.

Pour analyser ce que recouvre la notion de « résilience » sur le terrain burkinabé, nous avons mobilisé les apports de l'analyse textuelle de réseau, telle que développée notamment par les travaux d'inspiration structuraliste (Verd et Lozarès, 2014). Cette méthode vise à saisir les liens qui unissent différents mots ou concepts-clés, de préférence sélectionnés ou construits par le chercheur (approche dite « interprétative », *ibid.*), au sein de sources écrites, par exemple un corpus de documents.

L'approche en termes de réseau nous semble heuristique dans la mesure où « résilience », nous l'avons vu dans la première section, est une notion polysémique et non stabilisée, embrassant et enveloppant de nombreux autres concepts et champs thématiques. Le terrain burkinabé, où se sont multipliés les projets visant à instaurer la résilience depuis 2012, constitue de ce point de vue une porte d'entrée pour saisir les liaisons, entrecroisements et enchevêtrements de sens derrière cette notion.

La première étape du travail a donc consisté à construire les concepts-clés, en repérant des types d'approches récurrentes au sein des projets de « résilience ». Par approche, nous avons considéré les termes utilisés par les porteurs de projet, qu'ils fassent référence à l'ancrage conceptuel, l'inspiration scientifique, voire la philosophie politique du projet (il n'est pas question ici des objectifs généraux et spécifiques affichés). Les termes mis en avant ont ensuite été triés et répartis en neuf approches (cf. Annexe 3).

Nous avons également codé les différents types d'activités menées dans les projets qui renseignent sur le versant opérationnel des thématiques identifiées (annexe 4). Il a été possible, dans un deuxième temps, de construire deux matrices d'interaction de type two-mode reliant chaque projet à une ou plusieurs approches (matrice 1) et à une ou plusieurs activités (matrice 2). Par commodité (voir Borgatti et Everett, 1997 et Opsahl, 2013 pour une discussion), cette matrice a été transformée en matrice one-mode évaluée dans laquelle chaque case prend comme valeur le nombre de co-occurrences, au sein des projets recensés, entre chaque paire d'approches (matrice 1) et chaque paire d'activités (matrice 2). Les graphes qui en découlent permettent notamment de mettre au jour des centralités (approches/activités qui s'imposent et tendent à devenir incontournables dans la définition de la résilience), des marginalités (approches/activités périphériques), mais aussi des polarités que renseigne la distance structurale entre approches/activités. Tous ces éléments participent à faire émerger ce que l'on pourrait appeler, dans une optique Saussurienne, des « réseaux de sens » (web of signification) autour de la notion de résilience (Yeung, 2005).

En parallèle, nous avons construit une troisième matrice de type two-mode (dite « d'affiliation »), également évaluée, en associant chaque approche préalablement codée aux acteurs qui les portent au sein des projets. En appui aux premières matrices qui visaient à comprendre les dynamiques conceptuelles au niveau des projets, il s'agissait, dans cette troisième matrice, de saisir les forces sociales motrices de ces dynamiques : En quelle mesure la configuration du réseau d'acteurs aide-t-elle à comprendre les contours de cette notion, ou la centralité de certaines approches ? Certains acteurs participent-ils à la création de « communauté de sens » autour de la « résilience » (*shared meaning*) ?

#### **4. 1. La résilience : une référence et un ancrage (explicite) mineurs**

La résilience n'est pas nécessairement un élément explicite des projets mis en œuvre. Ainsi, le terme n'apparaît que dans 52,4% des intitulés des 186 projets sélectionnés, tandis que celui de sécurité alimentaire et nutritionnelle l'est dans seulement 47,1%<sup>11</sup>.

L'analyse des documents, compilés pour chaque projet, nous donne une vision encore plus précise de l'approche retenue. Par approche, nous avons considéré les éléments mis en avant par les porteurs de

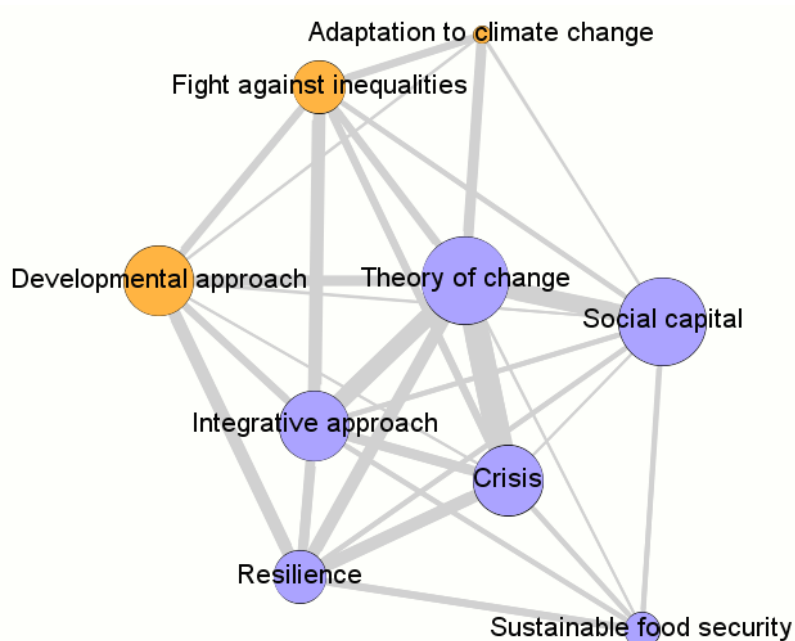
---

<sup>11</sup> La thématique « gestion des crises, des catastrophes, promotion de la cohésion sociale et de la paix » est ciblée par 34,4% des projets ; celle du « renforcement des moyens d'existence, de l'amélioration des revenus », adossé à la notion de capital par 32,2% ; enfin, celle du « développement agricole » pour 25,4% d'entre eux.

projet, qu'il s'agisse de cadrage conceptuel ou d'approche scientifique. Certains projets en revendiquent plusieurs, d'autres une seule. Les termes mis en avant (255 fois) ont ensuite été triés et répartis en neuf approches (Annexe 4).

La première matrice relative aux approches fait apparaître un réseau centralisé autour de la théorie du changement (*Theory of change*), portée par la diffusion d'innovations (techniques ou organisationnelles) visant à créer cette dynamique. Cette centralité n'est d'ailleurs pas propre à l'ingénierie des projets de développement et s'impose aussi, de plus en plus, à la recherche-action ou finalisée pour le développement. Quant à la forte densité du réseau (calculée après dichotomisation de la matrice), si elle ne doit pas être surestimée<sup>12</sup> (voir Opsahl, 2013) elle dénote un entrecroisement important entre les approches identifiées, renvoyant la résilience à sa polysémie sur le plan programmatique. La figure 3 offre une représentation graphique de la matrice, la taille des nœuds représentant les centralités de degrés et l'épaisseur des liens étant proportionnelle au nombre de cooccurrences. Nous choisissons d'interpréter, au sein des deux communautés détectées par l'algorithme de Louvain, trois cliques importantes dans la mesure où elles suggèrent trois « réseaux de sens ».

**Figure 3 : Approche des projets**



Source : Q. Chapus

Dans la première communauté identifiée (en rose), une première clique (à gauche) apparaît autour de l'approche « innovation pour le changement », couplée à « approche intégrative » et « capital et lien social » pour regrouper des projets prenant en compte la globalité/complexité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (cf. Annexe 3). Cela peut s'exprimer par le développement d'activités intégrées, multi-besoins, transversales et/ou multi-sectorielles mais également par la prise en compte d'interactions entre sous-champs (*agri-sensitive to nutrition approach* par exemple). La relation forte avec « capital et lien social » illustre bien cette démarche holistique puisque les capitaux de base, selon la définition de R. Chambers et Conways (1992) et Scoones (1998), constituent le support des systèmes de vie et de moyens d'existence.

Une seconde triade (à droite) apparaît clairement polarisée autour de « gestion des crises », « résilience », relié à « innovation pour le changement ». Le caractère récurrent, multiforme, voire aggravé depuis 2014,

<sup>12</sup> Opsahl montre notamment que la transformation d'une matrice two-mode en une matrice one-mode génère un nombre artificiellement élevé de triades de nœuds.

des situations de crise au Burkina Faso, a conduit à un renforcement effectif des dispositifs d'aide et d'assistance urgentes. Ceci explique cette centralité. Les projets s'en réclamant sont néanmoins affiliés à une diversité d'approches multi-temporelles d'analyse et de réponses aux crises (*Disaster Risk Management*, Réduction des risques de catastrophes, *Twin Track Approach*, Urgence-relèvement, *Linking Relief-Rehabilitation-Développement*). Elaborées et diffusées depuis le milieu de la décennie 2000, elles intègrent, bien souvent, une dimension anticipatrice et transformative propre à la résilience selon la définition de C. Béné. Ceci explique leur relation forte. Nous avons toutefois élargi le spectre des projets se rattachant à la catégorie « résilience » en l'élargissant aux notions de *Self-reliance*, autonomie, renforcement des capacités et même de responsabilité communautaire (cf. Partie 1).

Quant à l'approche « sécurité alimentaire durable », elle est très périphérique, pour ne pas dire marginale. Cela peut étonner au moment où la question de la durabilité tend à s'imposer à l'agenda des institutions de développement et d'aide. En réalité, à l'échelle temporelle d'action des projets et compte tenu des contextes, l'objectif de création de moyens durables d'existence reste, prudemment et logiquement, mise de côté.

Dans la deuxième communauté identifiée par l'algorithme de Louvain (en vert), composée de nœuds moins centraux en termes de degrés, « l'innovation pour le changement » joue encore un rôle de point focal au contraire de l'approche « gestion des crises », plus faiblement reliée. Les projets de ce groupe sont fortement inspirés par la lutte contre les inégalités socio-économiques, souvent genrées, et cherchent à améliorer les niveaux d'activités et de revenus de certaines catégories et groupes défavorisés (*pathway to prosperity*). Ainsi, pour le responsable du projet Résilience et Croissance Economique au Sahel – Croissance Accélérée (REGIS-AG), financé par l'USAID : « *la résilience, c'est l'augmentation des revenus des producteurs* » (28 septembre 2018). Ceci passe, dès lors, inévitablement par un renforcement des productions marchandes et une meilleure connexion au marché désormais inhérente à une approche « développementiste ». Pour sa part, la place marginale de l'« adaptation au changement climatique » découle essentiellement des critères de sélection des projets retenus (cf. Figure 2).

#### 4. 2. Une forte multi-sectorialité peu novatrice

Les projets analysés présentent, quasiment tous, un caractère multi-sectoriel, à défaut d'être intégrés. En effet, le caractère « intégré » n'est pas nécessairement assuré car les populations-cibles peuvent différer selon les volets d'activité de même que leur durée. Celle-ci procède d'une volonté de répondre à la diversité des besoins prioritaires des populations, souvent pauvres et vulnérables (cf. Partie 2.2.). Ceci n'a cependant rien de spécifique et de très novateur, comme le relevait le responsable du service d'aide humanitaire et de protection civile de l'Union Européenne (ECHO) au Burkina Faso : « *Pour moi, la résilience ce n'est qu'une volonté de travailler sur les populations les plus pauvres avec ce volet multi-sectoriel. Ce n'est à la fois rien de nouveau, et tout neuf. C'est-à-dire que la multi-sectorialité, ça fait des années qu'on en parle, mais personne n'a jamais réussi à vraiment la mettre en place* » (13 février 2015, Ouagadougou). Et plusieurs cadres de la FAO d'enfoncer le clou : « *La résilience, excusez-moi, c'est...un nouveau concept ! Mais ce n'est pas une nouvelle pratique. [...] La résilience n'est pas une innovation. [...] C'est dans le discours que c'est innovant mais, dans la pratique, moi je ne vois pas trop où (...)* » (Représentant adjoint FAO et assistant aux programmes FAO, 4 novembre 2015, FAO, Ouagadougou).

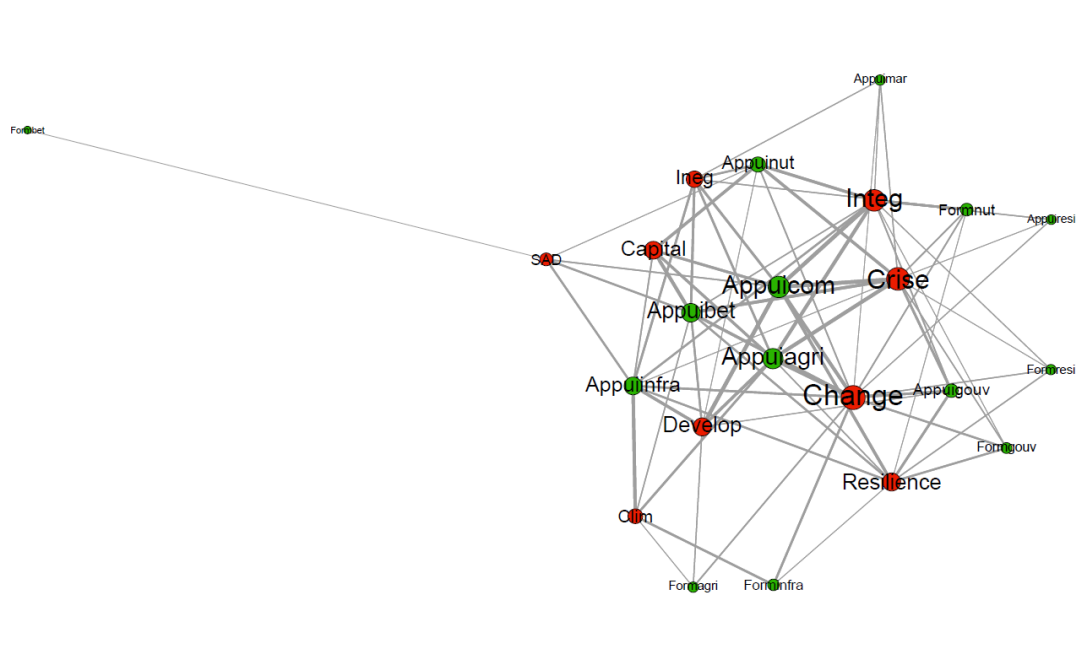
Cette impression de « déjà vu » est également partagé par les acteurs contractants des bailleurs (membre du Secrétariat Permanent des ONG<sup>13</sup> et chargé de programme à l'ONG SOS Sahel) : « *(...) quand il y a eu cette initiative [la résilience], nous on s'est dit que c'est ce que l'on faisait depuis ! (...) On avait déjà cette approche de renforcer les résiliences des populations (...). Ce n'est rien d'autre que la valorisation de ce que nous faisons déjà. Le point important, c'est que ça permet de remotiver les acteurs et de relever encore des fonds. (...) Parce que quand une équipe vient au plan international, elle a besoin de ce genre de*

<sup>13</sup> Créé en 1974, dans le contexte des grandes sécheresses sahéniennes, le SPONG regroupe aujourd'hui plus de 120 organisations et participe à plusieurs cadres de concertation liés à la sécurité alimentaire.

*concepts pour mobiliser, pour réveiller les gens. (...) Mais dans la pratique, je dirais que ça ne fait pas une grande différence* » (12 mars 2015 dans les locaux du SPONG à Ouagadougou). Et d'autres, très proches de populations locales, d'être encore plus réalistes : « *la résilience, ça ne change, pour être honnête, rien du tout. Souvent la résilience, chez eux [les bénéficiaires] c'est une utopie* » (Directeur technique, Bureau Conseil en Entreprise (BCE), 16 octobre 2015, Dédougou).

L'analyse croisée des volets d'activités et des approches inspirant les projets nous éclaire sur ce caractère homothétique. Pour y parvenir, nous avons dépouillé l'ensemble des documents compilés des projets avant de procéder à une classification de l'ensemble des activités (Annexe 5). Huit groupes thématiques ont été constitués : BETAÏL associe tout ce qui a trait à l'élevage pastoral et transhumant ; MARAICHAGE concerne les cultures irriguées de contre saison ; AGRICULTURE PLUVIALE, l'ensemble des autres activités agricoles ; COMMERCE, REVENUS ET FINANCES s'intéresse à l'amélioration des ressources financières via l'accès au marché ; NUTRITION ET SANTE considère le champ biomédical au sens large ; RISQUES, RESILIENCE ET GOUVERNANCE GLOBALE regroupe toute action visant à prévenir et atténuer les risques en termes de dispositifs ; INFRASTRUCTURES DURABLES ET AMENAGEMENT TERRITORIAL traite, pour simplifier, de l'aménagement des terroirs et des espaces locaux ; enfin, RESILIENCE, COHESION SOCIALE ET CONFLITS cible les relations intercommunautaires et l'appui aux populations touchées par l'insécurité.

**Figure 4 : Activités et approches des projets**



Source : Q. Chapus

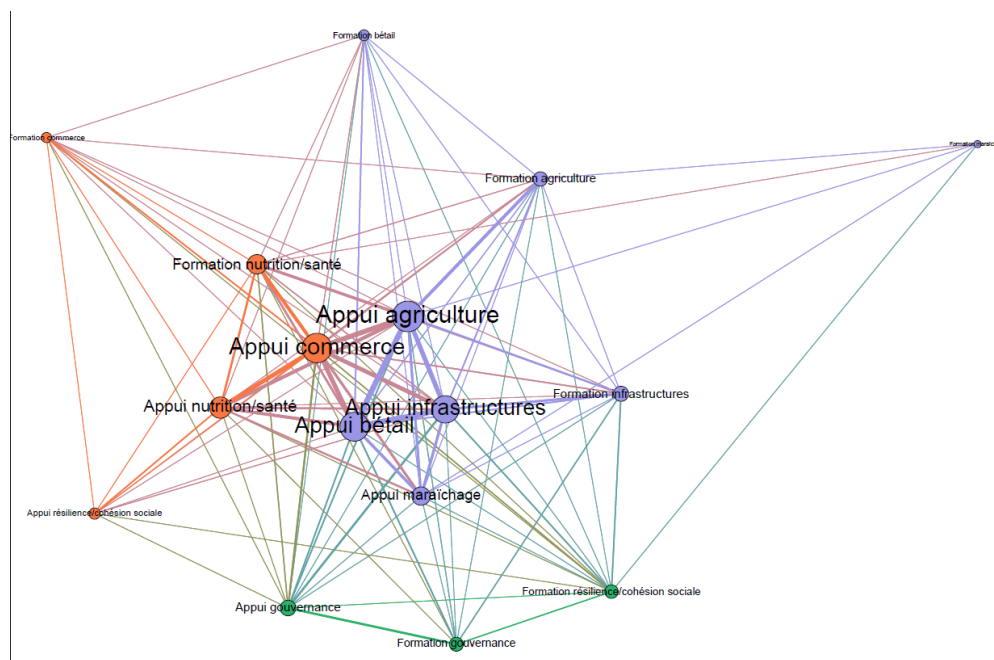
Le premier élément frappant est le caractère peu novateur de leur contenu composite, même si toutes les activités n'ont pas la même ancienneté. Seul le dernier groupe semble lié au contexte récent de dégradation sécuritaire. Deuxième enseignement : une part importante d'entre eux proposent des activités qui n'engagent pas nécessairement d'appui matériel ou financier en direct (formation, éducation, sensibilisation, information, apprentissage, discussion). Elles ont fait l'objet d'un codage distinctif (FORM). Elles apparaissent essentielles pour la construction de la résilience dans la mesure où elles visent à renforcer les capacités et l'autonomie des bénéficiaires. Mais elles restent relativement périphériques et leur impact plus difficile à mesurer. En revanche, et sans grande surprise, les projets font la part belle aux dons, soutiens, appuis et distributions de biens matériels (APPUI) comme le montre le graphe ci-dessous.

L'analyse cœur/périphérie menée sur UCINET fait apparaître quatre activités communes à de très nombreux projets, fortement reliées entre elle, présentant des indicateurs de centralité (degrés et

*eigenvector*) relativement élevés et similaires : l'amélioration des revenus (APPUICOM), les aides agricoles (APPUIAGRI), l'appui à l'élevage (APPUIBETAIL) et l'aménagement des terroirs et du territoire (APPUIINFRA).

La figure 5 montre clairement l'existence d'un ensemble d'activités communes à de nombreux projets, avec une très forte centralité : l'amélioration des revenus (APPUICOM), les aides agricoles (APPUIAGRI), l'appui à l'élevage (APPUIBETAIL) et, avec une force moindre, l'aménagement des terroirs et du territoire (APPUIINFRA). Leur transversalité est encore plus patente si elle est associée aux approches retenues par les projets.

**Figure 5 : Activités des projets**



Source : Q. Chapus

La centralisation autour de ce cœur dense du réseau amène à relativiser l'idée d'une polarisation structurante. On peut néanmoins identifier, en appliquant l'algorithme de Louvain, trois communautés de projets faisant sens, quoique ne se distinguant que très partiellement du reste du graphe (Fig. 5).

- Une première communauté (en bleu) présente une orientation agropastorale marquée. On retrouve là les activités classiques menées au nom de la lutte contre l'insécurité alimentaires avec un prisme « disponibilités agricoles ».
- Une seconde (en orange) se dessine autour de la complémentarité entre la promotion de la capacité financière des bénéficiaires et le renforcement de leur autonomie nutritionnelle : c'est un élément un peu plus neuf, apparu au cours de la deuxième moitié de la décennie 2000, en lien avec les enseignements de la crise alimentaire sous-régionale de 2005. Pour autant, le lien avec APPUI AGRICULTURE est nettement établi : ceci correspond à l'émergence récente d'actions agricoles sensibles à la nutrition selon les nouvelles orientations internationales.
- Enfin, une troisième communauté (en vert), moins fournie, s'organise autour du renforcement des institutions, ce qui est moins classique dans le champ de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle menée à l'échelle individuelle et familiale. Cette thématique se renforce depuis 2017 en lien avec la réhabilitation de l'Etat comme acteur incontournable et la reconnaissance du rôle croissant des acteurs locaux (collectivités, associations, syndicats, ...) dans la gestion des crises.

### 4. 3. Des communautés d'acteurs coalescentes et spécifiques

Les précédentes analyses ont permis de faire apparaître l'existence de plusieurs communautés de sens et actionnalistes autour des projets possédant un ancrage explicite ou pas avec la résilience. Ces communautés n'émergent pour autant que faiblement d'un point de vue structural. Qu'est-ce qui explique cette configuration particulière, à savoir une proximité structurale porteuse de sens entre concept-clés, révélatrices de visions croisées cohérentes, et en même temps une image d'ensemble qui est plutôt celle d'un réseau dense et brouillé, faite d'entrelacements multiples plus que d'émergence ? Jusque-là, nous n'avons pas cherché à positionner les institutions et les types d'acteurs impliqués. L'analyse de notre troisième matrice (conservée en format two-mode pour faire apparaître les proximités acteurs/approches) permet la représentation de l'ensemble de l'écosystème étudié. 214 institutions ont été nommément répertoriées une fois ou plus (i.e. présentes dans au moins un projet) avec une fonction précise : financement, coordination/portage, maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, collaboration secondaire ou partielle.

Pour ce qui est des financements, certaines tendances apparaissent : 68,7% des projets sont financés par un bailleur unique tandis qu'un tiers ont plusieurs sources de financement. 39,24% des projets sont financés de pays à pays (coopération bilatérale), 12,36% par une institution internationale, 4,83% par une institution africaine, 4,30% par l'Etat burkinabè, 3,76% par des ONG étrangères. Pour sa part, avec ses différents dispositifs (UE Trust Fund For Africa, FFU, ECHO, Europe aid, Humanitarian Aid and Civil Protection Department), l'Union européenne confirme son rôle-clé avec 28,49%. Quant à la place occupée par les fondations privées et les entreprises, avec 9,13%, elle est loin d'être négligeable et confirme l'ouverture actuelle du champ.

Pour ce qui est du « portage », c'est-à-dire de la responsabilité juridique, administrative et opérationnelle d'un projet, on relève de nettes disparités (en nombre décroissant de projets par institution) : 32,25% des projets sont « pilotés » par des ONG étrangères (Action contre la faim, Christian Aid, Oxfam, Agro Action Allemande et Catholic Relief Service) ; 26,34% par des institutions internationales (FAO, PNUD, Programme alimentaire mondial, Union européenne) ; 10,21% par des coopérations étrangères (USAID, Danish Refugee Council, SNV) ; 9% par l'Etat burkinabè ; 8,06% par des institutions africaines (CEDEAO, CILSS) ; 4,83% par des ONG locales et, enfin, 4,30% par des institutions européennes. Cette ventilation sommaire ne tient pas compte des rapports contractuels effectifs liant les partenaires de projets, souvent en consortiums. Dans les faits, près d'un quart (41, soit 22,00%) des projets sont co-portés par des binômes ou plus (dont notamment 19 associant l'Etat burkinabè et des institutions internationales, 4 des institutions internationales et européennes, 5 des institutions internationales et des ONG étrangères,...).

Au cœur du réseau, on retrouve l'Union européenne – et ses structures connexes – avec la position la plus centrale (en termes de degrés pondérés et d'eigenvector), très proche structurellement des différents Ministères sectoriels de l'Etat burkinabè (Figure 6). La FAO et la Banque mondiale, les coopérations comme le DFID ou la GIZ, on encore des ONG comme le GRET et ACF restent proches de ce cœur. Bien qu'ils oscillent notamment entre « capital social », « approche intégrative » et « théorie du changement » – ces trois approches constituant la 1ère clique évoquée plus haut – ces acteurs alimentent et croisent alternativement chacune des approches.

Autour de l'approche « crise », nous retrouvons un sous-ensemble d'acteurs sémi-périphériques spécialisés dans les réponses aux urgences humanitaires : des ONG (Oxfam, Croix-Rouge), des institutions burkinabè dédiées (CONAREF, Ministère de l'action sociale) mais également des instances internationales (UNHCR, WFP) et certaines coopérations étrangères (Danish Refugee Council, Autriche). Certains de ces acteurs font particulièrement le lien entre « théorie du changement », « gestion des crises » et « résilience », 2ème clique identifiée, comme le CILSS, Christian Aid ou la CEDEAO. D'autres acteurs semi-périphériques semblent plus sensibles à la question des inégalités et des discriminations, partagée en ONG étrangères (CISV, Africare, Hope 87), ONG locales (SOS Sahel, RECOPA), coopérations étrangères (Suisse, Allemagne), ainsi que, pour certaines à « l'adaptation au réchauffement climatique » – 3ème clique identifiée – comme Reach Italie ou la JICA (coopération japonaise). Chaque approche est aussi portée par des grappes



l'algorithme de Louvain sont pratiquement toutes relatives à une seule approche, révélateur à la fois de leur construction autonome et du brouillage de leurs entrecroisements qui empêche l'émergence de modèles intermédiaires.

Un dernier graphe (non représenté ici dans le document de travail) complète l'analyse en dévoilant les types d'activités privilégiées par les différents acteurs de l'écosystème. Passons très vite sur le cœur du système, où chaque acteur ne possède pas de réelle spécificité et spécialisation, écartelés entre appui agricole, pastoral, nutritionnel et commercial. Et cherchons plutôt à faire émerger certaines spécificités. Ainsi, on voit se structurer une relation nutrition-maraichage avec les ONG Help, Médecins du Monde, LVIA, Progetto Mondo, AGED, Save the children et Wupakwe Salak, élargie à l'agriculture par les ONG Gret, ACF, Oxfam et Reach Italia ; le défi de la gouvernance est plutôt mis en avant par des acteurs moins centraux : coopérations nationales (Suède, Japon, Luxembourg, Pays-Bas) et institutions africaines (CEDEAO, CONASUR, Ministère de l'action sociale, Roppa, ADSN) ; la question de la résilience est, en revanche, plutôt le fait des institutions intervenant en appui aux populations réfugiées vulnérabilisées (DRC, DANIDA, Hope87, UNICEF, HCR, Conaref) ; enfin, le renforcement des capacités humaines et territoriales par la formation regroupe des acteurs locaux (Caritas Burkina, ODE, OCADES, A2N) appuyés par des acteurs spécialisés (VSF-Belgique, ACDI-VOCA).

### **Conclusion : vers la fin (programmée) de la résilience (surimposée) ?**

L'analyse d'un panel sélectionné de projets de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, s'inscrivant dans le cadre global de la résilience, a permis d'objectiver plusieurs intuitions, tout en infirmant d'autres. Ainsi, nous avons, au départ, émis l'hypothèse d'une relative similarité des projets menés, compte tenu des objectifs affichés. Contre toute attente, les approches dont se réclament les projets, menés entre 2014 et 2020 au nom de la *food security resilience*, sont beaucoup plus diversifiées que les objectifs ne le laissent présager : ainsi le cadre ternaire proposé par C. Béné en 2012 n'a pas été massivement réapproprié, chaque institution recherchant souvent à produire le sien propre.

Du point de vue des activités menées, d'autres constats s'imposent. D'abord, celui du caractère résolument multi-sectoriel des volets, même si ceci ne renouvelle pas nécessairement ce qui était fait précédemment au nom de la lutte contre la vulnérabilité au cours des décennies passées. Toutefois, si les catégories d'activité restent les mêmes, certains outils et instruments sont plus novateurs (cf. liste détaillée en Annexe 4). Ensuite, on peut noter la place accordée à une lecture compréhensive de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voire holistique du développement), même si le poids des approches paramétriques (et métrologiques) reste fort (cf. le ciblage par l'outil HEA).

**La résilience est un cadre d'analyse et d'action exigeant.** Certains projets se concentrent effectivement sur la "résilience" sans la nommer, tandis que d'autres l'affirment mais ne parviennent pas à la mettre en œuvre. Cela n'est pas surprenant compte tenu des contextes difficiles de mise en œuvre : entre vulnérabilité structurelle croissante, précarité des moyens de subsistance, déplacements forcés de populations, variabilité climatique et insécurité armée, "penser et agir" pour la "mise en œuvre" de la résilience dans les zones rurales du Burkina Faso semble très incertain, pour ne pas dire inutile.

**La résilience est résolument multi-échelles** (de temps et d'espace), tout comme le sont les cadres de gestion des crises récurrentes et de relèvement qui combinent les activités d'aide d'urgence, de relèvement et de reconstruction. La résilience ne peut se concevoir sans durée. D'autre part, elle vise à aller encore plus loin, en intégrant les actions et en favorisant les interactions positives, voire les boucles de rétroaction.

Mais comment créer une dynamique de résilience avec des délais d'action le plus souvent courts ? Ce sont dans les régions administratives les plus précaires du Burkina Faso (Est, Sahel, Nord, Centre-Nord) que la durée des projets sélectionnés est la plus courte. En effet, les critères d'efficacité opérationnelle et de performance organisationnelle, qui découlent directement des termes de référence (et des perspectives de renouvellement des financements), prennent le pas sur la participation communautaire et l'empowerment individuel, qui nécessitent un temps de maturation plus long et un décentrement (des



pouvoirs) plus important. Ceci est vrai même si les activités de formation semblent prendre une place croissante.

**La résilience est nécessairement contextualisée et située.** Cela signifie qu'elle peut être plus difficile à mettre en pratique dans certains territoires et sociétés, car elle ne peut se faire sans eux. Elle n'est cependant pas toujours véritablement émancipatrice : tout dépend non seulement du ciblage individuel mais surtout de la nature interne des relations de pouvoir établies au sein de chaque arène (famille, communauté, groupe). C'est sans doute ce qui est le plus délicat à mettre en œuvre pour une ingénierie de développement standardisée, construite autour de méthodologies, d'outils, d'instruments et parfois de simplifications et de certitudes. En effet, la résilience se construit sur les ressources existantes, les compétences et les capacités individuelles et collectives des acteurs nationaux et locaux, et non sur l'agenda paramétrique de l'aide et du développement.

Comme l'a dit un agent de l'ONG italienne Manitesse-GVC, le 18 mars 2020, " la résilience implique de ne plus être sur l'aide [au développement]. " Cependant, " la résilience est difficile au Burkina, à cause de cette culture de l'aide " (GIZ, 18 septembre 2018). Le même jour de septembre 2018, un membre du personnel de SNV Netherlands Development Organisation ajoute : " ce que nous entendons par résilience, c'est s'assurer que les gens pensent par eux-mêmes à leurs besoins. " Ce renversement de perspective est partagé par les responsables du Bureau de développement des Églises évangéliques (ODE) : " la résilience, c'est aider les communautés à identifier et à activer leur propre potentiel " (20 septembre 2018). Au cœur de la résilience, il y a donc une réflexivité incontournable qui n'apparaît pas au premier abord, voire une critique politique de l'ingénierie du développement. Au-delà, si la résilience a un fort pouvoir évocateur, voire incantatoire, il semble qu'elle ne peut pas être considérée comme un " travelling model " abouti, en raison de la grande pluralité de dimensions, d'actions et d'instruments qui lui sont associés.

**La résilience, ultime avatar de l'ingénierie du développement,** est confrontée à ses propres limites et contradictions. En effet, pour s'ancrer dans les territoires et les sociétés, elle ne peut être imposée de l'extérieur, à l'aide de modèles et d'instruments standardisés et doit inévitablement partir des acteurs sociaux locaux et intermédiaires, de leur visions, de leurs attentes et de leurs priorités. Pour autant, elle ne peut ignorer les échelles méso- et macro- dans lesquelles s'insèrent projets et acteurs locaux. Pour construire une éventuelle forme de résilience territoriale et sociétale, il paraît néanmoins difficile de faire l'impasse sur la nature des rapports de pouvoir existants et les relations sociales de production. On peut, dès lors, penser que les projets menés au nom de la résilience doivent accorder une plus grande importance aux formes de gouvernance collaborative et participative ; ce qui nécessite, en parallèle, de participer du renforcement des institutions sociales intermédiaires. En d'autres termes, cela revient aussi à infléchir fortement les priorités des politiques agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Références bibliographiques

- ACF International, 2012. *Document de cadrage. Améliorer la résilience au changement climatique et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle*. Approche d'ACF pour lutter contre le changement climatique, la faim et la sous-nutrition auprès des communautés à risque, Paris, Action contre la faim.
- ACF International, 2014. *Document de capitalisation. Projets en gestion des risques de désastres et adaptation au changement climatique*, décembre 2014, 24 p.
- ACF, 2013. *Participatory risk, capacity and vulnerability analysis: a practitioner manual for field workers*. [www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=34092](http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=34092).
- Adger W. Neil, Arnell Nigel W. and Tompkins Emma L., 2005. "Successful adaptation to climate change across scales", *Global Environmental Change*, vol. 15, n° 2, p. 77-86.
- Aldrich, Daniel P., 2012. *Building resilience: Social capital in post-disaster recovery*. Chicago: University of Chicago Press.
- Ansah Isaac Geshon Kodwo, Gardebroek Cornelis and Ihle Rico, 2019. « Resilience and household food security: a review of concepts, methodological approaches and empirical evidence », *Food security*, vol. 11, p. 1187-1203.
- Arnall Alex, 2015. « Resilience as transformative capacity: Exploring the quadripartite cycle of structuration in a Mozambican resettlement programme », *Geoforum*, vol. 66, p. 26-25.

- Bahadur Aditya V., Peters Katie, Wilkinson Emily, Pichon Florence, Gray Kirsty and Tanner Thomas, 2015. *The 3AS: Tracking resilience across Braced*, Working Paper, 57 p.
- Beauchamp Emilie, Abdella Jennifer, Fisher Susannah, McPeak John, Patnaik Hannah, Koulibaly Papa, Cissé Daouda, Touré Mamadou, Bocoum Aly, Ndao Momath, Deme Yacouba, Gueye Bara, 2019. « Resilience from the ground up: how are local resilience perceptions and global framework aligned? », *Disasters*, vol. 43, p. S295-S317.
- Béné Christophe, Godfrey Wood Rachel, Newsham Andrew and Davies Mark, 2012. « Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes », *IDS Working Paper*, n° 405, CSP Working Paper n°6, 61 p.
- Béné Christophe, Frankenberger Tom and Nelson S., 2015. « Design, monitoring and evaluation of resilience interventions: conceptual and empirical considerations », *Working Paper n°459*, Institute of development studies, 26 p.
- Béné Christophe, Riba Alexandre, Wilson David, 2020. « Impacts of resilience interventions – Evidence from a quasi-experimental assessment in Niger », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, vol. 43, 101390.
- Benitez Fanny et Reghezza Magali, 2018. « Les *capabilités à faire face* ou comment repenser la résilience des individus », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 30, DOI : 10.4000/vertigo.19116.
- Blein René Costes Roger et Leturque Henri, 2014. « Atouts et limites de la notion de résilience pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Enseignements tirés d'Afrique de l'Ouest », p. 263-282, in : J. M. Châtaignier (dir.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, France : Karthala.
- Bower, T., Presnall, C., Frankenberger, T., Smith, L., Brown, V. & Langworthy, M. (2016). Shocks, resilience capacities and response trajectories over time. Report prepared by the Technical Consortium, a project of the CGIAR. Technical Report Series No 2: Strengthening the Evidence Base for Resilience in the Horn of Africa. Nairobi, Kenya: A joint International Livestock Research Institute (ILRI) and TANGO International publication, 32 p.
- Breisinger Clemens, Ecker Olivier, Maystadt Jean-François, Trinh Tan Jean-François, Al-Riffai Perrihan, Bouzar Khalida, Sma Abdelkarim and Abdelgadir Mohamed, 2014. "Building resilience to conflict through food-security policies and programs. Evidence from four case studies", *Building resilience for food and nutrition security 2020 Conference Paper n°3*, may 2014, 39 p.
- CADRI, 2015. *Sahel. Etude sur les capacités en réduction des risques de catastrophes*, octobre 2015, 51 p.
- CARE Hollande, Wageningen University et Groupe URD, 2013. *Reaching Resilience. Manuel Resilience 2.0 pour les acteurs de l'aide et les décideurs dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction de la pauvreté*, 143 p.
- Chambers Robert and Conway Gordon R., 1992). Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century, IDS Discussion Paper 296, Brighton: IDS, 33 p.
- Christian Aid, 2012. *Thriving, resilient livelihoods: Christian Aid's Approach*, Christian Aid Briefing, octobre 2012, 6 p.
- CSAO/OCDE, 2020. *Crise alimentaire et nutritionnelle 2020, analyses & réponses*, Maps & Facts, n°3, novembre 2020, 56 p.
- Davidson Julie L., Jacobson Chris, Lyth Anna, Dedekorkut-Howes Aysin, Baldwin Claudia L., Ellison Joanna C., Holbrook Neil J., Howes Michael J., Serrao-Neumann Silvia, Singh-Peterson Lila and Smith Timothy F.. 2016, "Interrogating resilience: toward a typology to improve its operationalization", *Ecology and Society*, vol. 21, n° 2, art. 27. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-08450-210227>.
- Davies Susanna and Hossain Naomi, 1997. "Livelihood adaptation, public action and civil society: a review of literature", *IDS Working Paper 57*, 51 p.
- Dercon Stephen, 2000. « Income risk, coping strategies and safety nets », The Centre for the Study of African Economies *Working Paper Series*, Centre for the Study of African Economies, Paper 136, 48 p.
- Dercon, Stephen, 2001. *Assessing vulnerability to poverty*, Report prepared for the Department for International Development (DFID). Available at: [www.economics.ox.ac.uk/members/stefan.dercon/assessing\\_vulnerability](http://www.economics.ox.ac.uk/members/stefan.dercon/assessing_vulnerability). Empirical Methods, and Illustrative Examples", mimeo, Columbia University.
- Dercon Stephen, 2005. "Risk, Poverty and Vulnerability in Africa," *Journal of African Economies*, Oxford University Press, vol. 14, n° 4, p. 483-488.
- Devereux Stephen, Baulch Bob, Hussein Karim, Shoham Jeremy, Sida Helen and Wilcock David, 2004. *Improving the analysis of Food Insecurity. Food Security Measurement, Livelihoods Approaches and Policy: Applications in FIVIMS*. FAO, 52 p.
- Eakin Hallie, Bohle, Hans-Georg, Izac, Anne-Marie, Reenberg, Anette, Gregory, Peter J. and Pereira, Laura, 2010. « Food, violence and human rights », p. 245-271, in: Ingram J., Ericksen P. and Liverman D. (ed.), 2010. *Food security and global environmental change*, Earthscan, London, 382 p.
- Eakin Hallie, Connors John Peter, Wharton Christopher, Bertmann Farryl, Xiong Angela and Stoltzfus Jared, 2017. « Identifying attributes of food system sustainability: emerging themes and consensus », *Agriculture and human values*, vol. 34, n° 3, p. 757-773.
- Essex Jamey, 2010. « Sustainability, Food Security, and Development Aid after the Food Crisis: Assessing Aid Strategies across Donor Contexts », *Sustainability*, vol. 2, p. 3354-3382; doi:10.3390/su2113354.
- European Union, 2012. *The EU approach to resilience, learning from food security crisis*, COM n° 586, Brussels, Belgium: European Commission, 13 p.
- Evans Alex, 2011. *Governance for a resilient food system*, Oxfam Discussion Papers. Oxford, UK, Oxfam. 30 p. [https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file\\_attachments/dp-governance-resilient-food-system-010611-en\\_4.pdf](https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-governance-resilient-food-system-010611-en_4.pdf)

- Flores Margarita, Khwaja Yasmeen and White Philip, 2005. "Food security in protracted crises: building more effective policy frameworks", *Disasters*, vol. 29, n° 1, p. 25–51.
- FAO, 2011. *Resilient Livelihoods. Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security Framework Programme*, Rome, 108 p.
- FAO, 2012. *La crise alimentaire et nutritionnelle du Sahel: l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables. Cadre stratégique de réponse régionale. Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad et Sénégal*, avril 2012, Rome, 63 p.
- FAO, 2017. *Social Protection and Resilience. Supporting Livelihoods in Protected Crises and Fragile and Humanitarian Contexts*. Position Paper. Food and Agriculture Organisation of the United Nations and the Institute of Development Studies, <http://www.fao.org/3/a-i7606e.pdf>.
- Frankenberger Tim, Spangler Tom, Nelson Suzanne and Langworthy Mark, 2012a. *Enhancing Resilience to Food Security Shocks in Africa*, Discussion Paper, TANGO International, 76 p.
- Frankenberger Timothy R., Spangler Tom, Nelson Suzanne and Langworthy Mark. 2012b. « Enhancing Resilience to Food Insecurity amid Protracted Crisis », Paper prepared for the High Level Expert Forum on Addressing Food Insecurity in Protracted Crises, Rome, Italy, 13–14 September, 2012, 4 p.
- Frankenberger Timothy R., Constanas Mark A., Nelson Suzanne, and Starr Laurie, 2014. « How NGOs approach resilience programming », Chapter 19, p. 177- 185. In : Fan Shenggen, Pandya-Lorch Rajul and Yosef Sivan (ed.), *Resilience for Food and Nutrition Security*, IFPRI, Washington, 230 p. ou « Resilience Programming among Nongovernmental Organizations. Lessons for Policymakers », Food Policy Report, september 2014, IFPRI, 45 p.
- Galarza Monserrath Ximena Lascano, 2020. « Resilience to Food Insecurity: Theory and Empirical Evidence from International Food Assistance in Malawi », AES Prize Essay, Journal of Agricultural Economics, vol. 71, n° 3, p. 936–961. doi: 10.1111/1477-9552.12397
- Gallais Jean, 1994. *Les Tropiques : terres de risques et de violence*, Paris : Armand Colin, 271 p.
- Green Reginald Herbold, 2000. "Rehabilitation: Strategic, Proactive, Flexible, Risky?" *Disasters*, vol. 24, n° 4, p. 343–362.
- Gubbels Peter, 2011. *Echapper au cycle de la faim. Les Chemins de la résilience au Sahel*, Groundswell International, 124 p.
- Grünewald François et Tessier Laurence, 2001. « Zones grises, crises durables, conflits oubliés : les défis humanitaires », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Juin 2001, 83(842): 323-351.
- Hervé Dominique et Rivière Mylène, 2014. « Résilience, adaptation, changement : l'interdisciplinarité questionnée », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 22, n° 3, p. 247-253.
- Hendricks Sheryl, 2015. « The food security continuum: a novel tool for understanding food insecurity as a range of experiences », *Food security*, vol. 7, p. 609-619.
- Hilhorst Dorothy, Desportes Isabelle and de Miliano Cecile W. J., 2019. « Humanitarian governance and resilience building: Ethiopia in comparative perspective », *Disasters*, vol. 43, S2, p. S109–S131.
- Himanen, S. J., P. Rikonen, and H. Kahiluoto. 2016. « Codesigning a resilient food system », *Ecology and Society*, vol. 21, n° 4, art. 41. <https://doi.org/10.5751/ES-08878-210441>.
- Hinrichs Clare C., 2013. 'Regionalizing food security? Imperatives, intersections and contestations in a post-9/11 world', *Journal of rural studies*, vol. 29, n° 1, p. 7-18.
- Hobbs Cristina, Gordon Mark, Bogart Brian, 2012. « When business is not as usual: Decision-making and the humanitarian response to the famine in South Central Somalia », *Global food security*, vol. 1, p. 50–56.
- Howe Paul et Devereux Stephen, 2004. "Famine Intensity and Magnitude Scales: A Proposal for an Instrumental Definition of Famine", *Disasters* vol. 28, n° 4, p. 353-372. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.0361-3666.2004.00263.x/pdf>.
- Iyappan Karunya and Babu Suresh Chandra, 2018. « Building Resilient Food Systems. An Analytical Review », IFPRI Discussion Paper 01758, september 2018, 65 p. <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/132818/filename-/133028.pdf>.
- IFPRI, 2014. *How to Build Resilience to Conflict: The Role of Food Security*. International Food Policy Research Institute.
- IFPRI-WHH-Concern Worldwide, 2013. *Global Hunger Index. The Challenge of Hunger. Building Resilience to Achieve Food and Nutrition Security*, IFPRI Issue brief, October 2013, 8 p.
- Janin Pierre, 2016. *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Temporalités et spatialités du risque et de la décision*, Paris, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 364 p. (Volume 1) et 369 p. (Volume 2) sous la direction de B.Tallet.
- Janin Pierre, 2015. « Nouvelles analyses des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest », *Revue BASE*, Université de Gembloux, vol. 19, n° 3, p. 290-300. <http://www.pressesagro.be/-/base/index.php/base/article/view/1263/769>
- Jones Lindsey and d'Errico Marco, 2019. « Whose resilience matters? Like-for-like comparison of objective and subjective evaluations of resilience », *World Development*, vol. 124, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104632>.
- Lautze Sue, Aklilu Jacob, ANGELA Raven-Roberts Angela, Young helen, Kebede Girma, Leaning Jennifer, 2003. *Risk and vulnerability in Ethiopia: learning from the past, responding to the present, preparing for the future*, june 2003, USAID, 249 p.
- Le Naëlou Anne, Hofmann Élisabeth & Kojoué Larissa, 2020. « Distorsions et dilemmes du système performatif de l'aide internationale au développement », *Revue internationale des études du développement*, vol. 241, n° 1, p. 7-37. doi:10.3917/ried.241.0007.
- Lutherian World Relief, 2015. *Lutherian World Relief's approach to resilience. Strengthening local capacities to achieve development results*, 11p.
- Lutherian World Relief, 2016. *Resilience capacity building, reflection and learning: The dynamic resilience wheel (DRew)*, 22 p.

- Matyas Daniel and Pelling Markus, 2014. "Positioning resilience for 2015: the role of resistance, incremental adjustment and transformation in disaster risk management policy", *Disasters*, vol. 39, n° 1, p. S1–S18.
- Matus Jason, 2007. "The future of food security in the Three Areas of Sudan", *Disasters*, vol. 31, n° 1, p. 91–s103.
- Maxwell Daniel, Levin C., Armar-Klimesu M., Ruel Mary, Morris S., and Ahaideke C., 2000. *Urban Livelihoods and Food and Nutrition Security in Greater Accra, Ghana*, Research Report 112. International Food Policy Research Institute (IFPI): Washington, D.C.
- McOmber Chesney, Audia Camilla and Crowles Frances, 2019. « Building resilience by challenging social norms: integrating a transformative approach within the BRACED consortia », *Disasters*, vol. 43, n° S3, p. S271–S294.
- O'Connell, Deborah, Abel, Nick, Grigg, N., Maru, Yiheyis, Butler, J., Cowie, Annette Louise, Stone-Jovicich, Samantha, Walker, Brian, Wise, Russel, Ruhweza, A., Pearson, Leonie J., Ryan, P., Stafford Smith, Mark, 2016. *Designing projects in a rapidly changing world: Guidelines for embedding resilience, adaptation and transformation into sustainable development projects (Version 1.0)*, Global environment facility, Washington, D.C., 112 p.
- Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), 1997. *DAC Guidelines on Conflict, Peace and Development Cooperation*, Development Assistance Committee, Paris, OECD, 80 p.
- OXFAM, 2013. *Quelles leçons tirer? Un bilan de la réponse à la crise alimentaire de 2012 au Sahel pour construire la résilience*, Document d'information, n° 168, avril 2013, 46 p.
- OXFAM, 2014. *Resilience in times of food insecurity. Reflecting on the experiences of women's organizations*, OXFAM Canada, septembre 2014, 30 p.
- OXFAM, 2017. *Le guide pratique du développement résilient. Un guide élaboré par les professionnels pour les professionnels*, avril 2017, 25 p.
- PAM, 2014. *Burkina Faso. Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN)*, juillet 2014, Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (VAM), 108 p.
- PAM, 2015. *Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, Session annuelle du Conseil d'administration (Rome, 25–28 mai 2015), 20 p.
- Partenaires globaux IPC, 2008. *Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : Manuel technique*, Version 1.1, FAO, Rome, [www.fao.org/docrep/011/i0275f/i0275f.pdf](http://www.fao.org/docrep/011/i0275f/i0275f.pdf).
- Pasteur Katherine, 2011. *From vulnerability to resilience: A framework for analysis and action to build community resilience*, Pratical action publishing, 128 p.
- Perez C., Jones E. M., Kristjanson P., Cramer L., Thornton P. K., Förch W., Barahona C., 2015. « How resilient are farming households and communities to a changing climate in Africa? A gender-based perspective », *Global Environmental Change*, vol. 34, p. 95–107.
- Pingali Prabhu, Alinovi Luca and Sutton Jacky, 2005. « Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience », *Disasters*, vol. 29, s1, p. 5–24.
- Quandt Amy, 2019. « Measuring livelihood resilience: The Household Livelihood Resilience Approach », *World development*, vol. 107, p. 253–263.
- Quenault Béatrice, 2013. « Du double affrontement ontologique/axiologique autour de la résilience aux risques de catastrophe : les spécificités de l'approche française », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 13, n° 3, <http://vertigo.revues.org/14510>; DOI: 10.4000/vertigo.14510.
- Reardon Thomas et Matlon Peter, 1989. "Seasonal food insecurity and vulnerability in drought-affected regions of Burkina Faso", p. 118-136, *in*: Sahn David E. (ed.), 1989. *Seasonal Variability in Third World Agriculture. The Consequences for Food Security*, Johns Hopkins University Press, 366 p.
- Reghezza-Zitt M. (2013) Utiliser la polysémie de la résilience pour comprendre les différentes approches du risque et leur possible articulation, *EchoGéo*, n° 24. <http://echogeo.revues.org/13401>; DOI: 10.4000/echogeo.13401
- Renzaho A. M.N, Mellor D., 2010. "Food security measurement in cultural pluralism: Missing the point or conceptual misunderstanding?", *Nutrition*, vol. 26, n° 1 : p. 1–9.
- Rottenburg, Richard, Sung-Joon Park, and Andrea Behrends, 2014. « Travelling Models: Introducing an Analytical Concept to Globalisation Studies », p. 1-40, *in*: Behrends Andrea, Rottenburg Richard, and Park Sung-Joon, eds. *Travelling Models in African Conflict Management*, Brill.
- Schipanski Meagan E., Macdonald Graham K., Rosenweig Steven, Chappell M. Jahi, Bennett Elena M., Bezner Kerr Rachel, Blesh Jennifer, Crews Timothy, Drinkwater Laurie, Lundgren G. Jonathan G., and Schnarr Cassandra, 2016. « Realizing Resilient Food Systems », *BioScience*, vol. 66, n° 7, p. 600–610, <https://doi.org/10.1093/biosci/biw052>.
- Schubert Renate., Schellnhuber Hans Joachim., Buchmann Nina, Epiney Astrid, Griebhammer Rainer, Kulessa Margareta, Messner Dirk, Rahmstorf Stefan, Schmid Jürgen, 2008. *World in Transition – Climate Change as a Security Risk*, WBGU (German Advisory Council on Global Change), London/Sterling: Earthscan.
- Scoones Ian, 1998. "Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis", *Working Paper 72*, Brighton: IDS, 22 p. <http://www.ids.ac.uk/files/dmfile/Wp72.pdf>.
- Terre des hommes, 2015. *Sécurité alimentaire et moyens d'existence*, Politique thématique, novembre 2015, 60 p.
- Turnbull Marilise, Sterrett Charlotte L. and Hilleboe Amy, 2013. *Vers la résilience : un guide pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique*, Catholic Relief Services – Conférence des Évêques Catholiques des États-Unis d'Amérique, 202 p.

- Twigg J., 2004. *Disaster risk reduction: mitigation and preparedness in development and emergency programming*, Humanitarian Practise Network (HPN), n° 9, Overseas Development Institute (ODI), 365 p. [https://www.ifrc.org/PageFiles/95743/B.a.05.%20Disaster%20risk%20reduction\\_%20Good%20Practice%20Review\\_HP.N.pdf](https://www.ifrc.org/PageFiles/95743/B.a.05.%20Disaster%20risk%20reduction_%20Good%20Practice%20Review_HP.N.pdf).
- UE-CEDEAO, 2008. *La politique agricole régionale (ECOWAP) et l'Offensive pour la production alimentaire et contre la faim, Séquence thématique prospective : Quels instruments pour assurer l'accès à l'alimentation des populations vulnérables ?* Note introductive soumise par la Commission de la CEDEAO, Paris, décembre 2008, 12 p.
- Ulrichs Martina, Slater Rachel and Costella Cecilia, 2019. « Building resilience to climate risks through social protection: from individualised models to systemic transformation », *Disasters*, vol. 43, vol. S3, p. S368–S387.
- UNDRO (United Nations Disaster Relief Coordinator), 1980. *Natural Disasters and Vulnerability Analysis*, Report of Expert Group Meeting (9–12 July 1979). UNDRO, Geneva, 60 p.
- Upton, Joanna B., Denno Cissé Jennifer, Barrett, Christopher B., 2015. *Food Security As Resilience: Reconciling definition and measurement*, Charles H. Dyson School of Applied Economics & Management, Cornell, Cornell University, 36 p.
- USAID, 2004. *Local capacity building in the title II food security projects: a framework*, Occasional paper n° 3, February 2004, 35 p.
- Vonthron Sophie, Dury Sandrine, Fallot Abigaël, Alpha Arlène Bousquet François, 2016. « L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire: regards croisés », *Cahiers Agricultures*, 25 (64001), <http://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/abs/2016/06/cagri160043/cagri160043.html>.
- Walsh-Dilley Marygold, Wolford Wendy and McCarthy James, 2016. « Rights for resilience food sovereignty, power, and resilience in development practice », *Ecology and Society*, vol. 21, n° 1, article 11, 10 p. <https://www.jstor.org/stable/26270348>
- Webb Patrick and Rogers Beatrice, 2003. Addressing the "in" in food insecurity, USAID, occasional paper n° 1, February 2003, 36 p. [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PNACS926.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACS926.pdf).

## Annexe 1 : Cadres d'analyse et d'action orientés « résilience » des acteurs institutionnels

Institution	Titre	Approche de/ lien avec la résilience	Date
DFID-UKAID	<i>Defining Disaster Resilience : A DFID Approach Paper</i>	« A comprehensive approach to natural and man-made disaster resilience building »	2011
ODI-World Bank Group	<i>The Triple Dividend of Resilience. Realising development goals through the multiple benefits of disaster risk management</i>	« Strengthen ex-ante DRM measures that build resilience at the household, firm and macro level » / « the Triple Dividend of Resilience : Avoided losses, Unlocking Economic Potential, Generating Development Co-Benefits »	2011
FAO	<i>Resilient Livelihoods Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security</i>	« protect livelihoods from shocks, and to make food production systems more resilient and more capable of absorbing the impact of, and recovering from, disruptive events and to secure sustainable development gains » / « DRR for FNS contribute to the Priorities for Action of the Hyogo Framework for Action : promotes a programmatic and holistic approach, striving to maximize the synergies and complementarities between the pillars and the critical links between good governance, early warning, preparedness, mitigation and prevention ».	2011
PAM	<i>Policy on Disaster Risk Reduction and Management: Building Food Security and Resilience (sept. 2011)</i>	« Renforcer la résilience et les capacités des personnes, des communautés et des pays les plus vulnérables, en œuvrant pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en réduisant les risques de catastrophe, en protégeant les vies et en améliorant les moyens de subsistance » / « "renforcement de la capacité de résistance" et la "protection des plus vulnérables", notamment au moyen de programmes d'assistance alimentaire, de la protection sociale, de filets de sécurité fondés sur des activités productives, et de mécanismes novateurs de financement et de transfert des risques et d'assurance alimentaire contre les risques au profit de la sécurité alimentaire »	Novembre 2011
FAO	<i>La crise alimentaire et nutritionnelle du Sahel: L'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables. Cadre stratégique de réponse régionale</i>	« protéger et de renforcer la résilience des moyens d'existence des agriculteurs, éleveurs, agro-pasteurs, agro-sylvo-pasteurs et autres groupes vulnérables face à la crise de 2012 » / « soutenir davantage les actions d'atténuation en cours à travers des instruments souples et rapidement mobilisables; briser le cercle vicieux des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes par des mesures permettant de renforcer la résilience des populations vulnérables »	Avril 2012
UE	<i>The EU Approach to Resilience-Learning from Food Crises</i>	« Resilience shall not be understood as an isolated objective but as an integral part of the poverty reduction and life saving aims » / « support to reducing vulnerability in developing countries, which are disaster-prone by including resilience as a central aim » / « resilience calls for a long-term approach, based on alleviating the underlying causes conducive to crises, and enhancing capacities to better manage future uncertainty and change » / « three key components to this approach : Anticipating crises by assessing risks, focusing on prevention and preparedness, enhancing crisis response	Octobre 2012
USAID	<i>Building Resilience to Recurrent Crisis</i>	« Increase adaptive capacity and improve the ability to address and reduce risk » / « resilience to recurrent crisis as a common objective across our development and humanitarian programs including good governance and women's empowerment » / « strategically coordinate humanitarian and development assistance in a way that catalyzes sustainable, transformational change »	Décembre 2012
USAID	<i>Community Resilience: Conceptual Framework and Measurement Feed the Future Learning Agenda</i>	the community's capacity for collective action influence community resilience and depends on several categories of community assets and types of social capital »	Octobre 2013
PAM	<i>Building resilience through asset creation</i>	« Asset creation is key to building resilience » / « Building resilience is a continuous long-term effort in a context of recurrent shocks, where humanitarian assistance can be used to meet emergency needs and, where possible, designed in ways that safeguard the gains made by development. In this way, emergency and development responses become complementary and mutually reinforcing actions and not separate responses » / « resilience building efforts in three main ways : Strengthening the food security and capacity of households and communities to manage risks by investing in livelihood assets and by forging complementary partnerships; Improving nutrition while enhancing human and social capital; Strengthening institutional capacities and systems and providing policy support »	Novembre 2013
FAO	<i>Resilient livelihoods: Disaster risk reduction for food and nutrition security</i> <i>Strengthening the links between resilience and nutrition in food and agriculture</i>	« Nutrition and resilience are co-dependent and mutually reinforcing. « Resilience is the ability to prevent disasters and crises, and to anticipate, absorb, accommodate or recover from them in a timely, efficient and sustainable manner. This includes protecting, restoring and improving food and agricultural systems under threats that impact food and nutrition security, agriculture, and/or food safety/public health »	2013 2014
HCR	<i>Global strategy for livelihoods 2014-2018</i>	« To decrease dependency and increase food security and self-reliance for people of concern and host communities »	2014
IFPRI	<i>Resilience Programming among Non-governmental Organizations. Lessons for Policymakers</i>	« Determine whether households , communities, and higher-level systems (national, regional, global) are on a trajectory toward greater vulnerability or greater resilience improving three distinct but interrelated capacities (absorptive, adaptive, and transformative) »	Septembre 2014
IFPRI	<i>Resilience for food and nutrition security</i>	« inform, influence, and catalyze action by individuals, organizations, and governments to fill these knowledge and action gaps, and improve policies, investments, programs, and institutions to strengthen resilience so that food and nutrition security can be achieved for all ».	Mai 2014
IFPRI	<i>How to Build Resilience to Conflict. The Role of Food Security</i>	« conflicts (often in combination with other shocks) affect food security at the national and household levels, (2) food insecurity can drive conflict, and (3) building resilience to food insecurity has the potential to reduce conflict »	

FAO	<i>Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées</i>	« Promouvoir des programmes d'intervention humanitaire et d'aide au développement qui soient cohérents et bien coordonnés afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition, de sauver des vies et de renforcer la résilience »	2015
GIZ-Ministère fédéral de la coop. Eco. et du développement	<i>La résilience en tant que thématique de la coopération au développement - Définition et caractéristiques</i>	« la résilience est la « dimension apprenante » : l'aptitude à développer et renforcer les capacités d'apprentissage et d'adaptation »	Janvier 2015
PAM	<i>Accroître la résilience en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition – Projet de politique du PAM</i>	« Réduire la vulnérabilité pour renforcer durablement la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition » / « en soutenant des programmes nutritionnels ou attentifs aux enjeux de la nutrition et en développant les capacités des institutions nationales chargées des services nutritionnels » / « interventions should be : Multi-level and systems-based, Multi-sector, Multi-stakeholder, Context-specific »	Avril 2015
CEDEAO-UEMOA-CILSS-AGIR	<i>Priorités résiliences pays (PRP)</i>	« A l'horizon 2035, la pauvreté des populations burkinabés et la vulnérabilité de leurs moyens de subsistance sont réduites de moitié, et elles jouissent d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable »	Septembre 2015
PNUD	<i>The UNDP 3x6 Approach: Enhancing resilience through livelihoods recovery programmes in post-crisis and transition settings</i>	« Promoting sustainable livelihoods for vulnerable and crisis-affected groups, such as those affected by disasters or conflict »	Juillet 2016
Union africaine	<i>Programme of Action for the Implementation of the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 in Africa</i>	« Investing in disaster risk reduction for resilience ». « Strengthen long-term capacities to systematically contribute to building resilience to disasters » / « Embed a holistic approach »	Novembre 2016

### Annexe 1bis : Cadres d'analyse et d'action orientés « résilience » des acteurs non-étatiques

Institution	Titre	Interprétation propre de la résilience	Date
OXFAM	<i>Disaster Risk Reduction in Livelihoods and Food Security Programming : A Learning Companion.</i>	« clear links between disasters and food security and livelihoods » / « incorporating DRR into a livelihoods analysis strengthens the performance of livelihoods programmes »	2009
OXFAM	<i>Gouvernance pour un système alimentaire résilient</i>	« la capacité des personnes pauvres à faire face aux chocs et aux pressions dans un contexte élargi d'avancée sur les objectifs de développement humain » / « L'investissement dans des systèmes de protection sociale est une condition essentielle de l'amélioration de la résilience des populations pauvres, en particulier pour ce qui est de l'accès à l'alimentation »	Juin 2011
International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies,	<i>The road to resilience Bridging relief and development for a more sustainable future</i>	« our comprehensive approach to resilience addresses the social and economic determinants at different interconnected levels – individual, community, national and global » / « approach to resilience requires further mindset shifts and persistent and long-term work, bridging development and humanitarian work. » « and demands significant contributions to eradicating poverty, reducing inequality, and achieving equity and dignity, while respecting the limits of our resources » / « Interventions to strengthen resilience aim to (a.) address underlying causes of vulnerability in order to protect development, (b.) reduce and mitigate radical drops in resilience caused by disasters and crises and (c.) enhance bouncing back from adversity »	Juin 2012
Save the children and World Vision	<i>Ending the everyday emergency. Resilience and children in the sahel</i>	« Resilience requires a comprehensive, systematic, multi-sectoral, coordinated and long-term approach that combines different pathways to overcome the structural causes », « developed for specific livelihood and geographic contexts, in which synergies between different levels and sectors are achieved, within an integrated system »	Juillet 2012
Christian Aid	<i>Thriving, resilient livelihoods : Christian Aid's approach</i>	« provides a more holistic and integrated approach to implementing livelihoods programmes and projects » / « Identifies components of thriving and resilient livelihoods : Profitability, risk and resource management, adaptability, sustainability, voice, health and wellbeing » / « To achieve positive and sustained change, we need an integrated approach that encompasses different disciplines, sectors and timeframes » / « create a virtuous circle, where people are supported to strengthen their livelihoods and manage the risks that threaten them at the same time »	Octobre 2012
ACF-International	<i>Améliorer la résilience au changement climatique et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle / Enhancing Climate resilience and food &amp; nutrition security. A Technical Guide for ACF Field Workers and Partners</i>	« approche de gestion des risques et de renforcement de la résilience en développant des stratégies, des politiques et des actions concrètes auprès des communautés vulnérables » / « cercle vicieux de la faim, de la sous-nutrition et des aléas et changements climatiques » / « programmation multi-sectorielle pour gérer les risques et renforcer la résilience des individus et moyens d'existence face aux chocs (...) combine les approches de moyens d'existence et d'agriculture durable et résiliente au climat, la réduction des risques de désastres, la protection sociale (filets de sécurité contre la faim et la sous-nutrition) et l'adaptation au changement climatique »	Décembre 2012 (français) / Janvier 2014 (anglais)
ACF-International	<i>Renforcer la résilience aux chocs et aux stress</i>	« la résilience aux catastrophes et au changement climatique comme une approche intégrée et pluridisciplinaire permettant de renforcer le lien entre réponse aux urgences et perspective à long terme » / « allier la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique, la gestion des ressources naturelles et la protection sociale à la prévention de la sous-nutrition »	Avril 2013

CARE	<i>Adaptation à base communautaire (ABC) organisée par le programme d'apprentissage en adaptation</i>	« Capacité des familles, des groupes et des collectivités vulnérables à adapter en permanence les moyens de subsistance et les stratégies de gestion des risques en réponse aux circonstances nouvelles et changeantes »	Septembre 2013
ACF-International	<i>Policy Enhancing climate resilience and food &amp; nutrition security. ACF approach to face climate change, hunger and undernutrition in at-risk communities</i>	« ACF responds to climate change by enhancing the resilience of the most vulnerable populations and communities in face of climate-related shocks and stresses. ACF's climate resilience approach bridges elements from disaster risk management and climate change adaptation. It includes a set of interconnected and complementary approaches »	Juillet 2014
Welt Hunger Hilfe	<i>Orientation Framework Sustainable Food and Nutrition Security</i>	« to strengthen adaptation capacities and the resilience of communities » / « adopt the following principles : Promoting a rights-based approach ; Bridging the link between nutrition and agriculture by implementing nutrition-sensitive programmes ; Promoting 'nutrition security' through behaviour change ; Linking the multiple dimensions of food and nutrition security with sustainability ; Empowering women for food and nutrition security ; Strengthening the resilience of communities ; Considering political processes, market conditions and private sector engagement to build up multi-stakeholder partnerships »	Février 2015
Lutherian World Relief	<i>Approach to resilience: Strengthening local capacities to achieve development results</i>	« resilience not as an end in itself, but as a dynamic and enabling approach to assist in the achievement of disaster recovery and sustainable development results » / Four key influencing factors have shaped the agency's approach to resilience : unlocking social capital's potential ; Engaging multiple stakeholders ; Integrating core development values ; Ensuring reliable measurement approaches to support evidence-based decision making » / « Resilience allows development practitioners to re-think and strengthen traditional development approaches by fostering a more holistic understanding of the complexity that characterizes vulnerable settings »	2015
Terre des hommes	<i>Sécurité alimentaire et moyens d'existence</i>	« Le cadre d'analyse sur les Moyens d'Existence Durables (MED) place au centre l'individu et ses avoirs (ou capitaux) tout en prenant en compte l'influence des politiques et des institutions ainsi que du contexte de vulnérabilité dans lequel il s'inscrit » / « Le cadre d'analyse sur les Moyens d'Existence Durables (MED) établit une théorie du changement basée sur quatre dimensions prioritaires : le contexte, les avoirs ou les capacités, les structures et les processus de transformation ; les stratégies d'existence ».	Novembre 2015
Christian Aid	<i>Resilience Framework: Christian Aid's approach</i>	« We define resilience as a capacity-building process to enhance the ability of individuals and communities to 'anticipate, organise for and adapt to change' » / « and to manage risk and improve wellbeing »	Mars 2016



## Annexe 2 : Types de sites consultés

<b>Projets</b>	BRACED ( <a href="http://www.braced.org/about/about-the-projects/">http://www.braced.org/about/about-the-projects/</a> ) Linking Relief Rehabilitation and Development (LRRRD) ( <a href="https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lake-chad/burkina-faso/programme-lrrd-de-renforcement-de-la-resilience-des-communautes_en">https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lake-chad/burkina-faso/programme-lrrd-de-renforcement-de-la-resilience-des-communautes_en</a> ) <a href="https://eutf.akvoapp.org/fr/project/5635/">https://eutf.akvoapp.org/fr/project/5635/</a>
<b>Bailleur et financeur</b>	UN-OCHA ( <a href="https://ops.unocha.org">https://ops.unocha.org</a> , <a href="https://fts.unocha.org/appeals">https://fts.unocha.org/appeals</a> ) DFID ( <a href="https://devtracker.dfid.gov.uk">https://devtracker.dfid.gov.uk</a> ; <a href="https://devtracker.fcdo.gov.uk/location/country">https://devtracker.fcdo.gov.uk/location/country</a> ) Agence belge ( <a href="https://openaid.be/">https://openaid.be/</a> ) Agence canadienne ( <a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets</a> ) Global environment facility ( <a href="https://www.thegef.org/projects">https://www.thegef.org/projects</a> ) Central emergency response fund ( <a href="https://cerf.un.org">https://cerf.un.org</a> ) Union européenne ( <a href="https://eutf.akvoapp.org">https://eutf.akvoapp.org</a> ; <a href="https://rsr.akvo.org/">https://rsr.akvo.org/</a> ; <a href="https://ec.europa.eu/trustfundforafrica">https://ec.europa.eu/trustfundforafrica</a> ; <a href="https://europa.eu/capacity4dev">https://europa.eu/capacity4dev</a> ; <a href="https://ec.europa.eu/echo">https://ec.europa.eu/echo</a> ; <a href="https://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/grants-and-contributions_en">https://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/grants-and-contributions_en</a> ) Development Portal ( <a href="http://d-portal.org">http://d-portal.org</a> ) Austrian Development Agency ( <a href="https://www.entwicklung.at/en/projects/all-projects">https://www.entwicklung.at/en/projects/all-projects</a> ) Alliance Sahel ( <a href="https://www.alliance-sahel.org/projets-durgence-pdu">https://www.alliance-sahel.org/projets-durgence-pdu</a> ) Banque africaine de développement ( <a href="https://www.afdb.org/fr/documents/project-operations/project-appraisal-reports/burkina-faso">https://www.afdb.org/fr/documents/project-operations/project-appraisal-reports/burkina-faso</a> )
<b>Portail d'institutions internationales</b>	PNUD ( <a href="https://open.undp.org">https://open.undp.org</a> , <a href="https://info.undp.org/docs">https://info.undp.org/docs</a> ) FIDA ( <a href="https://ifad.org">https://ifad.org</a> ) FAO ( <a href="http://www.fao.org/emergencies">http://www.fao.org/emergencies</a> ; <a href="http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects">http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects</a> ) AFD ( <a href="https://www.afd.fr">https://www.afd.fr</a> ) PAM ( <a href="http://fr.wfp.org/">http://fr.wfp.org/</a> ) Banque mondiale ( <a href="https://www.worldbank.org/en/programs">https://www.worldbank.org/en/programs</a> ) Union européenne ( <a href="https://eeas.europa.eu/delegations/burkina-faso/area/projects_fr">https://eeas.europa.eu/delegations/burkina-faso/area/projects_fr</a> )
<b>Institutions sous-régionales</b>	Centres agronomiques internationaux ( <a href="https://ccafs.cgiar.org/">https://ccafs.cgiar.org/</a> ) Agence agricole pour l'Afrique de l'Ouest ( <a href="https://www.araa.org/fr/field-project">https://www.araa.org/fr/field-project</a> ) CILSS ( <a href="http://www.cilss.int">http://www.cilss.int</a> ) OCDE / Réseau de prévention des crises alimentaires ( <a href="http://www.food-security.net/projet">http://www.food-security.net/projet</a> )
<b>Plateforme d'échanges, réseaux d'information</b>	Informations sur les zones arides ( <a href="http://www.secheresse.info">www.secheresse.info</a> ) Afrique verte international ( <a href="http://www.afriqueverte.org">http://www.afriqueverte.org</a> ) Food security network ( <a href="https://www.fsnnetwork.org/">https://www.fsnnetwork.org/</a> ) OCHA information ( <a href="https://reliefweb.int">https://reliefweb.int</a> ; <a href="https://www.humanitarianresponse.info/">https://www.humanitarianresponse.info/</a> ) <a href="https://reliefweb.int/report/burkina-faso">https://reliefweb.int/report/burkina-faso</a> University Research Co., LLC-Center for Human Services ( <a href="http://www.urc-chs.com/projects">http://www.urc-chs.com/projects</a> ) NGO Map aid ( <a href="https://ngoaidmap.org/">https://ngoaidmap.org/</a> ) Humanitarian Practise Network ( <a href="https://odihpn.org/">https://odihpn.org/</a> ) Toward a safer world ( <a href="http://www.towardsa saferworld.org">http://www.towardsa saferworld.org</a> ) The Knowledge platform for disaster risk reduction ( <a href="https://www.preventionweb.net">https://www.preventionweb.net</a> ) Practical action ( <a href="https://infohub.practicalaction.org/">https://infohub.practicalaction.org/</a> ) Hub rural ( <a href="http://www.hubrural.org">http://www.hubrural.org</a> ) Inter-réseaux ( <a href="https://www.inter-reseaux.org/ressource">https://www.inter-reseaux.org/ressource</a> ) Global network of NGOs, UN agencies and Red Cross/Crescent movement ( <a href="http://www.alnap.org">http://www.alnap.org</a> ) Reach Informing more effective humanitarian action ( <a href="https://www.reach-initiative.org">https://www.reach-initiative.org</a> ) Global partnership through financial inclusion ( <a href="https://www.cgap.org/about">https://www.cgap.org/about</a> ) Search for common ground ( <a href="https://www.sfcg.org">https://www.sfcg.org</a> ) ACAPS a non-profit analysis project of a consortium of three NGOs ( <a href="https://www.acaps.org">https://www.acaps.org</a> ) <a href="http://www.sigsahel.infopour">www.sigsahel.infopour</a> accéder aux bulletins; <a href="http://www.geosahel.infopour">www.geosahel.infopour</a> visualiser les cartes
<b>Plateforme professionnelle</b>	<a href="http://www.linkedin.org">www.linkedin.org</a> <a href="https://fr.slideshare.net">https://fr.slideshare.net</a>

### Annexe 3 : Critères de ciblage des projets de résilience étudiés

<b>Socio-démographiques</b> <b>SOCDE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mères enceintes/allaitantes et enfants</li> <li>Genre</li> <li>Catégories négligées/oubliées (femmes, jeunes, vieux, handicapés,...)</li> <li>Touchés/victimes/déplacés/réfugiés</li> </ul>
<b>Géographiques</b> <b>GEO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Zones pauvres à potentiel économiques ou agricoles</li> <li>Zone de moyens d'existence (ZOME) sensibles</li> <li>Vulnérabilité/fragilité territoriale</li> <li>Echelle IPC (classement des situations à risque)</li> </ul>
<b>Institutionnels</b> <b>INST</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutions en charge de la SAN, du développement rural,...</li> <li>Groupes communautaires</li> <li>Organisations paysannes (OP) / membres de groupements paysans / OBC</li> <li>Collectivités locales</li> <li>Priorité politique faite à la SAN</li> </ul>
<b>Economiques</b> <b>ECO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveau de pauvreté/vulnérabilité (classement <i>Household economy approach</i> par quartile)</li> <li>Faible capital social, faibles moyens d'existence</li> <li>Score de niveau de vie ou de richesse</li> <li>Activité d'élevage, agricole ou part du vivrier / Petits producteurs ou agropasteurs</li> <li>Indicateurs budgétaires</li> <li>Pôles économiques et filières</li> </ul>
<b>Sécurité alimentaire et nutritionnelle</b> <b>SAN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de stock vivrier, absence d'aide alimentaire reçue</li> <li>Déficit de couverture alimentaire</li> <li>Moyens de production agricole dégradés</li> <li>Taux de malnutrition (dans la zone)</li> <li>Indicateurs de santé</li> <li>Score alimentaire de diversité</li> <li>Niveau d'insécurité alimentaire / Echelle IPC</li> </ul>

### Annexe 4 : Approches conceptuelles des projets

<b>Sécurité alimentaire durable</b> <b>SAD</b> (Nb 14 = 5,5%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cadre conceptuel de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (ISAN)</li> <li><i>Subsistence livelihoods</i> / Moyens durables d'existence</li> </ul>
<b>Gestion des crises</b> <b>CRISE</b> (Nb 22 = 16,1%)	<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Disaster Risk Management</i> (DRM) / Réduction des risques de catastrophes (RRC)</li> <li><i>Twin Track Approach</i> (FAO) / Urgence-relèvement / <i>Linking Relief-Rehabilitation-Développement</i> (LRRD)</li> <li>Anticipation des risques / Crise multi-temporelle</li> </ul>
<b>Innovation pour le changement</b> <b>CHANGE</b> (Nb 36 = 14,1%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Théorie de l'innovation et de sa diffusion</li> <li><i>Farmer Field School Approach</i> / Ferme ou champ-école</li> <li>Théorie du changement (<i>Theory of Change</i>) / Adaptation au changement</li> </ul>
<b>Développementiste</b> <b>DEVELOP</b> (Nb 31 = 12,2%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>(Durabilité de la) chaîne de valeur / filières et accès au marché</li> <li>Productivité agricole</li> <li><i>Pathway to Prosperity</i> / Amélioration des revenus</li> </ul>
<b>Intégrative</b> <b>INTEG</b> (Nb 35 = 13,7%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Holistique du développement</li> <li>Synergétique / Inclusive / <i>Crosscutting</i> / Participative / Intégrée / Multi-(besoins et sectoriels) : Dimensions structurelles et conjoncturelles</li> <li>Agri-sensitive to nutrition approach / water-food-energy nexus</li> </ul>
<b>Lutte contre les inégalités</b> <b>INEG</b> (Nb 25 = 9,8%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pro-genre</li> <li>Egalité des sexes</li> <li>Pro-groupes défavorisés</li> </ul>
<b>Capital et lien social</b> <b>CAPITAL</b> (Nb 26 = 10,2%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Filets sociaux / Capital social de base</li> <li>Cohésion sociale</li> <li>.</li> </ul>
<b>Adaptation au changement climatique</b> <b>CLIM</b> (Nb 22 = 8,6%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adaptation au changement climatique / Adaptabilité /</li> <li>Agro-écologie</li> <li>Gouvernance des ressources (et des actions liées)</li> <li>Restauration des moyens productifs</li> </ul>
<b>Empowerment</b> <b>RESILIENCE</b> (Nb 25 = 9,8%)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Résistance, adaptation et transformation liées (selon C. Béné, 2012)</li> <li><i>Self-reliance</i> / Autonomie / Responsabilité</li> <li>Renforcement des capacités / responsabiliser les communautés</li> <li>Améliorer la gouvernance</li> </ul>

## Annexe 5 : Volets d'activités des projets

Secteur	Don, soutien, appui et distribution de biens matériels	Formation, éducation, sensibilisation, information, apprentissage, discussion
<b>BETAIL</b>	Foin, aliment-bétail, cheptel, pierre à lécher, kit d'élevage, soins vaccinaux, kit de reconstitution, points d'eau, <i>boreholes</i> , parcs à bétail, stations de biogaz, produits vétérinaires, dons en bétail, soutien à la reconstitution du petit élevage familial, <i>poultry production, fodder for livestock, animal feeding, veterinary drugs and vaccines, animal vouchers</i> , aviculture traditionnelle fami-liale, petits ruminants, <i>fodder supplement</i> ou fourrage, embouche, stocks de fourrage, banques aliment-bétail, appui élevage, production de lait, soins, unités volaille, couverture sanitaire des animaux, services à la santé animale, dévelop-pement des cultures fourragères, stock de contingence bétail, promotion des vaccins, service vétérinaire privé de proximité (SVPP), <i>fodder production</i> , crédit élevage, <i>build pastoral wells, Pastoral viability threshold analysis</i> , parcs à vaccination, <i>access to livestock production</i> , banque aliment-bétail, groupements d'embouche, pisciculture, amélioration génétique, appui OP éleveurs, parc à vaccination <b>APPUIBET</b>	Formation élevage, apprentissage de gestion des points d'eau, comités de gestion, <i>livestock raising, feeding and care</i> , systèmes d'information visant à augmenter les rendements en viande, prévenir les pertes de récoltes et réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs, formation élevage, <i>learning new stockbreeding techniques, training on livestock, transhumant information system</i> , promotion du lait local, sensibilisation à la vaccination/gestion des troupeaux, complémentarité cultures-élevage, surveillance épidémio-logique, application mobile élevage, champs-écoles agro-pastoraux, formation conduite d'élevage, formation fabrication aliments-bétail, <i>Training and Radio broadcasts on animal production techniques</i> , formation système d'élevage durable, <i>training in pastoral resource management, Participatory evaluations</i> , <b>FORMBET</b>
<b>MARAICHA GE</b>	<i>Market gardening</i> , jardins maraichers, soutien à la culture maraichère, <i>households gardens, market garden cooperative capacity</i> , périmètres maraichers, jardins maraichers et nutritionnels, jardins potagers, jardins nutritifs, création GM, semences maraichères, engrais maraichers, produits de traitement phytosanitaires, <b>APPUIMAR</b>	Formation groupements maraichers (GM), sensibilisation à l'utilisation rationnelle d'intrants, techniques d'irrigation, formation technique de maraichage, <b>FORMAR</b>
<b>AGRICULTU RE PLUVIALE</b>	Fertilisants, dons en/production en semences, <i>seeds distribution, drought-tolerant seeds</i> , apiculture, équipement agricole/rural, produits phytosanitaires, soutien aux banques de semences, soutien aux jardins commu-nautaires, <i>drought-tolerant seeds</i> , appui aux technologies de réduction de pertes post-récolte, <i>increased agricultural production and crop preservation, distribution of inputs, seed vouchers</i> , techniques agro-environnementales pour améliorer la production, amélioration du stockage post-récolte, riziculture pluviale, augmentation de la production alimentaire, fosses fumières, assurance-récolte, banques de céréales, production de fumure, production de semences, stockage de céréales, production de miel et d'huile, production de fumure organique, semences fruitières forestières, services à la production, boutique et dépôt-vente d'intrants agricoles, appuis productifs, kits de production agricole, renforcement des OP, <i>Fostering community groups</i> , développement des chaînes de valeur (mini-laiteries, magasins), appui à la chaîne de valeur agricole, actions par filière, <i>partnering farmer organizations, production horticole</i> , Appui en sous-produits agro-industriels (SPA), <i>Provision of inputs, Sustainable irrigated Farms, Agricultural advisory service delivery, mise en réseau des acteurs</i> , champs-écoles agropastoraux, <i>partnering farmer organizations</i> <b>APPUIAGRI</b>	Formation semencière, champs de démonstration, <i>soil fertility improvement and enterprise development, agriculture as business education, formation des petits producteurs aux ressources technologiques, and fodder seeds usage, training on agriculture, crop preservation techniques</i> , organisations d'échanges entre producteurs, formation en techniques agroenvironnementales, <i>Institutionalization of the successes achieved, lessons learnt, local and adaptive practices</i> , foire de diffusion des savoirs paysans, gestion des stocks, Formation aux technologies de réduction de pertes, appui-conseil, groupements rizicoles, formation agricole des jeunes, ferme-école, formation d'animateur en agro-écologie, conseil agricole en semences, pratiques d'amélioration de la fertilité, approche champ-école, système de culture amélioré, sensibilisation aux bonnes pratiques et à l'adoption des innovations, renforcement des capacités techniques, <i>Training and Radio broadcasts on improved crop production techniques, training in associative life, Farmer Field Schools</i> , promotion des innovations agricoles, <i>build business relationships in value chain, Training on vegetable production techniques</i> , diffusion information météo, <i>Strengthening value-chain governance</i> ; échanges sur les exploitations modèles; suivi gestion des savoirs, alphabétisation, formation des OP à l'approche chaîne de valeur agricole <b>FORMAGRI</b>
<b>COMMERC, REVENUS</b>	CFW ou Argent contre travail (ex : cordons pierreux), travail rémunéré en espèces, <i>growing, conserving and marketing crops such as cowpeas and sesame</i> , cash transfers, dons en argent, renforcement de la durabilité des AGR (PNFL, étuvage du riz, jardins maraichers), <i>agriculture finance</i> , soutien à la culture pluviale, <i>savings</i>	Création de groupes d'auto-promotion et d'épargne, <i>formation of new saving groups</i> , training on skills, business, associative governance, entrepreneurship, livestock and agriculture, <i>Training market actors in networking and value chain approaches, entrepreneurial training</i> , accompagnement des micro-

<p><b>ET FINANCES</b></p>	<p><i>and internal lending communities (SILC), micro-finances, inclusive grants, promoting commercial networks for local traders, associative life, developing Village Saving and Loans Associations (VSLA), Supporting small and medium sized businesses, Cash contre formation, Cash, vouchers and food-for-assets activities, appui au petit commerce, étuveuses, transformation du riz local, decent agricultural job creation, transferts inconditionnels, liaison production-marché, augmentation de la disponibilité monétaire, warrantage, crédit féminin, appui financier aux micro-projets, emplois d'ouvriers agricoles, magasins de stockage, coupons céréales/vivres, coupons-marchandise, contrat de prestation avec commerçants, Communauté d'épargne et de crédit (CECI), appui AGR, transferts monétaires inconditionnels, Caisses de résilience, villages savings and loans, subsidized prices, inclusive grants, storage warehouses, financial services, adaptive climate responsive transfers, coupons à valeur monétaire, bons d'achat, micro-loans, formation of saving groups, amélioration du commerce agricole, Appui AGR, création de groupements, valorisation des PNFL, unité de transformation agropastorale, cash, accès service de crédit, services sociaux de base, emplois d'ouvriers agricoles, services sociaux de base, vente de miel et d'huile, contrat de prestations avec commerçants, stabilisation des prix d'achat, appui structuration filières et chaînes de valeur</i></p> <p><b>APPUICOM</b></p>	<p>entrepreneurs, SIM, enquêtes revenus, formation à la diversification d'activités, promotion du warrantage, formation à la gestion économique, à la transformation, conservation et commercialisation agricole, formation warrantage, organisation de la commercialisation groupée, formation à l'outil SIMAGRI, formation des transformatrices de niébé, formation des OP à l'approche chaîne de valeur, <i>Training and promoting business skills and marketing, training in the microfinance and income-generating activities, build skills in entrepreneurship</i></p> <p><b>FORMCOM</b></p>
<p><b>NUTRITION ET SANTE</b></p>	<p>Rations alimentaires/<i>food rations, Targeted-supplementary food, blanket supplementary food, blanket feeding, aide alimentaire, vivres contre travail, assistance alimentaire en soudure, filets nutritionnels saisonniers, dépistage nutritionnel, food distribution, nutritional support, health care intervention, food distribution, distribution of malnutrition prevention rations, urgency rations, School feeding, farine infantile enrichie, community-based healthcare services, production and consumption of nutritious foods, increase access to nutrient rich food, aliments fortifiés à base de produits locaux, alimentation spécifique, filets sociaux ciblés sur la nutrition, unités de production de farines infantiles, intrants nutritionnels, cases de santé, distribution de vivres, coupons alimentaires, appui en céréales, accès aux consultations prénatales, paquet intégré des services d'alimentation du jeune enfant et du nourrisson, paquet intégré des services d'ANJE, coupons santé, eau blanche pour femmes enceintes, unités de production de farine infantile, access to balanced dietary intake, prise en charge médicale et thérapeutique, RUTF, intrants nutritionnels, suppléments nutritionnels, prise en charge communautaire de la malnutrition, aliments contre travail (ACT), appui en mil, Preschools with one-meal-per-day programs, complémentation nutritionnelle, amélioration du parcours de soins, water points, renforcement des systèmes de surveillance nutritionnelle locaux, coupons alimentaires, prise en charge médicale et thérapeutique</i></p> <p><b>APPUINUT</b></p>	<p><i>Nutrition education, éducation nutritionnelle, éducation sanitaire, bonnes pratiques, circuit du traitement du patient malnutri, programme de promotion de l'hygiène, programme relatif à l'eau, better food and nutrition habits, sensitisation on good diet, nutrition, hygiene and sanitation practises, promotion du comportement, intégration du circuit du patient malnutri en centre de santé, promotion d'une alimentation saine, dynamiques de concertation et de coordination, identification précoce communautaire de la malnutrition, veille nutritionnelle, système d'information sur la nutrition, formation aux pratiques d'ANJE, approche communautaire pour la prise en charge de la malnutrition, conseil en nutrition et hygiène, compétences des services de base en nutrition, renforcement processus SUN, intégration de la nutrition dans les politiques, water, sanitation or hygiene promotion, formation facilitateurs bonnes pratiques, formation des femmes à la préparation des aliments pour bébés, adoption of optimal household WASH practices; formation sanitaire, conseils nutritionnels,</i></p> <p><b>FORMNUT</b></p>
<p><b>RISQUES, RESILIENCE ET GOUVERNA</b></p>	<p>Etude participative des risques, de la vulnérabilité et des capacités communautaires, <i>comprehensive diagnostics of FNS situations, diffusion cadre harmonisé et cadre intégré IPC, diffuser des données de qualité, systèmes d'information sur les crises pour une décision rapide, plan d'action validé par les communautés rurales, capacités publiques d'action d'urgence, Réserve régionale</i></p>	<p>Formation à la résilience et à ses bonnes pratiques, groupes de formation, groupes de gestion d'alerte et d'adaptation au changement climatique, formation participative au SAP, atelier d'échanges prévention et gestion des risques et des crises, <i>sensitization of vulnerable</i>, diffusion carte PREGEC, implication société civile dans SAP, appui aux cadres stratégiques,</p>

<p><b>NCE GLOBALE</b></p>	<p>alimentaire (RRA), plans de mobilisation communautaire, systèmes de stockage nationaux, <i>government extension services to reduce crop losses and early-warning weather systems</i>; système de réduction des risques de pertes post-récolte, systèmes de stockage de proximité, foyers améliorés, plans de contingence communale, cellules d'alerte précoce, stocks nationaux de sécurité, renforcement des capacités du cadre institutionnel, renforcement de la coordi-nation des interventions d'urgence, cartographie des risques, plans de contingence, <i>coordination of DRM actions, production of country profile risk, strenghtening EWS</i>, évaluation rapide de la SAN, plans communaux, de SAN, outils d'évaluation des risques et des vulnérabilités, plans de RRC, systèmes d'information sur le pastoralisme, <i>Transhumant Information System</i>, renforcement des capacités des institutions décen-tralisées, diagnostic-évaluation, <i>water conservation techniques, Farmer Managed Natural Regeneration, assurance-risque</i>, système d'information climatique, Appui CVD, <i>hamornisation of multi-dimensional risk and vulnerability assessment methodologies, Early warning commitees</i>, planification de la gestion durable, harmonisation des cadres d'analyse SAN, inté-gration des systèmes d'information sur les crises, renforcement des alliances Etat-société civile, Cellules d'alerte précoce communale, appui intégration nutrition dans politiques, <i>practices related to climate change adaptation in strategies/policies/projects, strengthen early warning systems</i>, appui institutionnel, diagnostic et évaluation des situations</p> <p><b>APPUIGOUV</b></p>	<p>instruments réglementaires et organisationnels, gouvernance de la SAN, coordonner politiques de régulation des marchés, renforcer les capacités des agents, plaider pour la gouvernance locale, formation à l'adaptation climatique, formation gestion des risques, formation des jeunes à la gestion des conflits et à la prévention, échanges et appui à l'élaboration de politiques publiques, systèmes d'information SAN, formation à la gouvernance des ressources naturelles, planification participative, mobilisation des communautés locales, <i>Dissemination of agricultural best practices related to climate change adaptation</i>, former aux plans de contingence des risques, promotion des visions intégratives, gouvernance des communes, formation aux enjeux climatiques, techniques de gestion des stocks, sensibilisation aux risques, <i>community trainings on early warning systems, Regional training workshop on the prevention and management of crises, sensitization of vulnerable, advocacy plans, integrating sustainability and resilience, safety net nutrition-food security nexus</i>, renforcement des capacités des agents, formation à l'élaboration de politiques, formation gestion des ressources naturelles, former les cadres locaux, sensibilisation des populations aux risques, former les populations à la surveillance et au plaider en cas de crise, <i>regional training workshop on the prevention and management of crises</i></p> <p><b>FORMGOUV</b></p>
<p><b>INFRASTRUC-TURES DURABLES ET AMENAGEMENT TERRITORIAL</b></p>	<p>Réhabilitation/construction de points d'eau, d'adduction, de latrines, de forages, de jardins maraichers, de pistes rurales, de pistes à bétail, de ponts, routes, écoles, réhabilitation d'infra-structures bétail et des sols, soutien à la réhabilitation d'infra-structures communautaires (barrages, périmètre rizicole,), <i>rehabilitate degraded spaces and infrastructures, Land tenure securitization, grazed rangelands, Integrated crops/trees and livestock production systems, Diversification of field flora, food assistance for assets, fodder banks</i>, lutte contre la déserti-fication, restauration/récupération des terres, <i>strengthening cross-border markets and infrastructures</i>, petite irrigation, aménagements de bas-fonds, protection des berges, plans d'eau, sécurisation des pistes à bétail et des pâturages, magasins de stockage, diguettes, zai, compost, périmètres irrigués, fosses fumières, cordons pierreux, mécanismes locaux de gestion des ressources naturelles communales, foyers améliorés, <i>bio-recovery of degraded lands (BDL), build boulis</i>, barrages, construction de boutiques d'intrants, <i>Land tenure securitization, land restoration</i>, maintenance des ouvrages d'hydraulique, fumure organique, <i>bio-recovery of degraded lands (BDL)</i></p> <p><b>APPUINFRA</b></p>	<p>Gestion des points d'eau, gestion des parcs à Faidherbia Albida, pratiques agroécologiques, formation à la refo-restation, planification et gestion durable de l'espace rural, évaluation et capitalisation des impacts des pratiques agroécologiques, promotion de l'agroécologie, analyse des blocages au développement de l'agro-écologie, formation réhabilitation/récupération des sols, formation à la gestion des ressources, comités de gestion de l'eau, formation techniques anti-érosives, <i>eco-intensification of adapted agri-cultural production methods</i>, bonnes pratiques des moyens d'existence (culture biologique et pesticides biologiques), <i>training on water management and improved production techniques, Training farmers to agroforestry, drought tolerant seeds water-harvesting technique, dissemination of agricultural best practices related to climate change adaptation</i>, développement des pratiques biologiques, mécanismes locaux d'accès et de gestion des ressources naturelles communales, natural resource management practices, diffusion de l'information agrométéorologique pour les producteurs</p> <p><b>FORMINFRA</b></p>
<p><b>RESILIENCE, COHESION SOCIALE, CONFLITS</b></p>	<p>Emergency aid (NFI), <i>kits Individual Protection Assistance</i>, corridors de transhumance, accès aux services de base, mesures de protection aux réfugiés, abris d'urgence, aide transitoire de crise, <i>Regional disaster/climate/conflict Risk Assessment</i>; système de protection sociale, humanitarian assistance, sécurité des biens et des droits, appui au retour, abris d'urgence transitoires, épargne assistance alimentaire directe aux réfugiés, <i>foundations for an adaptive national safety net system</i>, accès/appui à un système de protection sociale</p> <p><b>APPUIRESI</b></p>	<p><i>Conflict prevention and resolution and social cohesion</i>, coopération transfrontalière, prévention et résolution des conflits, <i>Policy dialogue, coordination and management community spaces</i>, amélioration des relations habitants-représentants de l'Etat, <i>conflict sensitive approaches to mitigate conflict risks</i>, promotion de la tolérance religieuse et politique, <i>gender dialogue, community radio messaging, coopération avec l'Etat</i>, impliquer la société civile dans les SAP, <i>Policy dialogue, coordination and management community spaces for social mediation</i></p>

		<p><i>and conflict management</i>, amélioration de la redevabilité vis-à-vis des populations, facilitate integration of herders and milk producteurs</p> <p><b>FORMRESI</b></p>
--	--	---